

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[2008/200840]

14 FEVRIER 2008. — Circulaire relative aux pièces justificatives

A Mesdames et Messieurs
les Présidents et Membres des Collèges communaux,
les Présidents et Membres des Collèges provinciaux,
les Présidents des Intercommunales,
les Présidents des associations de projet,
les Présidents des régies communales autonomes,
les Présidents des régies provinciales autonomes.

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province,
Pour information à Mesdames et Messieurs,
les Greffiers provinciaux,
les Secrétaires communaux,
les Receveurs provinciaux
les Receveurs locaux,
Mesdames,
Messieurs,

Le décret du 22 novembre 2007, publié au *Moniteur belge* du 21 décembre 2007, modifie certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales afin d'en optimiser l'exercice.

Sur la base des enseignements de la pratique du décret de tutelle du 1^{er} avril 1999, il est apparu nécessaire d'apporter les modifications suivantes.

Tout d'abord, le champ d'application de la tutelle administrative est étendu aux nouveaux modes gestion que sont les régies communales et provinciales autonomes, ainsi que les associations de projet.

Ensuite, en tutelle spéciale d'approbation, la compétence de tutelle sur les décisions communales relatives à la prise de participation dans des associations ou sociétés de droit privé ou de droit public, la création d'une régie communale autonome ou encore les délégations de gestion à d'autres structures de droit privé ou de droit public ou à une personne physique, est attribuée au Gouvernement wallon pour qu'il puisse appréhender l'ensemble de la réalité para locale et donc assurer une cohérence d'analyse.

Les comptes provinciaux font désormais l'objet d'une tutelle d'approbation exercée par le Gouvernement wallon.

Par souci d'efficacité et de simplification, certains actes basculent de la tutelle spéciale d'approbation vers la tutelle générale d'annulation en qualité d'actes obligatoirement transmissibles.

Il s'agit des garanties d'emprunt et de la désignation des membres des organes de gestion et du collègue des contrôleurs aux comptes et/ou du réviseur dans les intercommunales.

De même, les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et les centimes additionnels au précompte immobilier passent de la tutelle spéciale d'approbation à la tutelle générale obligatoire, afin de permettre aux communes et provinces de mieux gérer les délais d'adoption et d'entrée en vigueur de leur règlement établissant le taux de ces additionnels.

Enfin, en tutelle générale d'annulation, la modification apportée consiste en la détermination d'une liste d'actes obligatoirement transmissibles par les pouvoirs locaux.

Sont notamment visés, les marchés publics, l'octroi des rémunérations aux mandataires et membres des Cabinets, les règlements d'ordre intérieur, l'octroi de subventions.

Il s'agit d'un nombre limité d'actes importants pour lesquels un examen systématique se justifie, en lieu et place d'un examen occasionnel à la suite de l'introduction d'une réclamation.

L'article L3113-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation conditionne le démarrage du délai d'exercice de tutelle à la réception de l'acte accompagné des pièces justificatives.

Selon la définition qu'en donne l'article L3111-2, 3 nouveau du Code, il s'agit de "tous les documents et annexes de nature à étayer un acte administratif. Constitue notamment une pièce justificative, le dossier qui a été soumis aux membres de l'organe qui a adopté la décision ou à l'organe lui-même".

L'objectif poursuivi est d'éviter la transmission de documents volumineux non significatifs. Ainsi, afin de rencontrer l'objectif d'optimisation de l'exercice de la tutelle, la présente circulaire reprend les pièces justificatives qui doivent accompagner les actes soumis à une transmission obligatoire pour assurer la complétude des dossiers à instruire par l'autorité de tutelle, dans le champ tant de la tutelle spéciale d'approbation que de la tutelle générale d'annulation.

Dès que les dossiers complets sont réceptionnés par l'autorité de tutelle, le délai imparti à celle-ci pour statuer démarre, même si pour les besoins de l'instruction elle réclame des pièces ou renseignements complémentaires comme le permet l'article L3112-1 du Code.

Au-delà des actes qui font l'objet d'une transmission obligatoire, l'article L3122-5 nouveau du Code stipule que le Gouvernement wallon peut réclamer aux autorités visées à l'article L3111-1, § 1^{er}, la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives.

S'agissant d'actes particuliers, le courrier d'appel du dossier comportera, dans chaque cas, la liste des pièces justificatives à y annexer et à la réception desquelles le délai de tutelle commencera.

Enfin, il va de soi que mon département reste attentif aux besoins des pouvoirs locaux concernant les actes qui ne sont soumis à aucune obligation décréte de transmission. Sans que cela devienne systématique, afin de ne pas vider de son sens le principe de l'autonomie responsable consacré par la Charte européenne de l'autonomie locale, l'examen de situations particulières à la demande expresse des pouvoirs locaux sera assuré, dans un climat constructif empreint d'une volonté de concertation et de dialogue.

Recommandations particulières.

1. Pour autant que de besoin, je tiens à vous rappeler l'obligation de motiver formellement tout acte juridique unilatéral de portée individuelle émanant d'une autorité administrative et qui a pour but de produire des effets juridiques à l'égard d'un ou de plusieurs administrés ou d'une autre autorité administrative.

La motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. Elle doit être adéquate (article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs).

2. Dans un souci de bonne gestion et ainsi permettre aux membres des assemblées délibérantes de statuer en parfaite connaissance de cause, je ne peux que vous inviter lors de chaque projet de délibération ayant un impact financier à joindre un état estimatif de celui-ci.

Plus particulièrement, pour certains investissements, l'impact financier ne doit pas se limiter aux charges de la dette mais également aux futures dépenses en termes de personnel et de fonctionnement.

3. J'attire l'attention des intercommunales plus particulièrement sur la nécessité de transmettre dorénavant, outre les pièces justificatives, des extraits du registre des délibérations des organes reprenant la liste des présents, l'exposé des motifs et la décision avec le résultat du vote, et non plus le procès-verbal dans son intégralité.

4. J'insiste sur la nécessité de confectionner des textes coordonnés en vue d'augmenter la lisibilité des décisions des autorités locales. Tel est le cas des règlements d'ordre intérieur qui doivent servir de base au fonctionnement harmonieux et démocratique des assemblées et des règlements d'administration intérieure qui doivent être parfaitement accessibles aux publics visés, qu'il s'agisse des citoyens ou des agents locaux. Il en va de même pour la création de tous les emplois publics dont la structuration doit permettre une visibilité sur l'organisation en fonction des objectifs poursuivis.

Ces documents coordonnés seront accessibles aux administrations chargées d'instruire les dossiers de tutelle afin de leur permettre d'avoir une vue globale sur les problématiques traitées.

5. La liste des pièces justificatives reprise en annexe ne reprend pas les éléments nécessaires au suivi des plans de gestion. Il va de soi que pour les pouvoirs locaux qui y sont soumis directement ou comme organes consolidés, il y a lieu de fournir la preuve de la conformité des délibérations à incidence financière au plan et aux tableaux de bord de suivi.

Enfin, conformément au Règlement général de comptabilité, je vous rappelle que nulle dépense budgétaire ne peut être acquittée qu'après engagement, imputation et ordonnancement par le collège. Ceci signifie donc que les cartes de crédit ne sont pas autorisées.

En tout état de cause, les frais de représentation relatifs à l'exercice de la fonction des mandataires sont remboursés a posteriori sur présentation d'un justificatif.

Mon administration se tient à votre disposition pour tout complément d'information, selon les indications reprises en annexe.

Namur, le 14 février 2008.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ADRESSES UTILES.

Pour les actes à transmettre au Gouvernement :

Ministre des Affaires intérieures
Direction générale des Pouvoirs locaux
Rue Van Opré 91-95, à 5100 Namur (Jambes)

Personnes de contact :

Cellule Fonction publique locale
Jean-Pierre Thomas, directeur f.f., 081-32 37 91 - jp.thomas@mrw.wallonie.be

Cellule Finances locales
Michel Charlier, directeur, 081-32 37 42 - m.charlier@mrw.wallonie.be

Cellule Institutions locales
Rudy Jansemme, directeur, 081/32 32 11 - r.jansemme@mrw.wallonie.be

Direction des Entreprises publiques
Pierre Demeffe, directeur, 081-32 32 25 - p.demeffe@mrw.wallonie.be

Cellule Marchés publics
Paul Beckers, premier attaché, 081-32 36 73 - p.beckers@mrw.wallonie.be

Pour les actes à transmettre aux collèges provinciaux :

Province du Brabant wallon :
Collège provincial
Bâtiment Archimède
Avenue Einstein 2, bloc D, 1300 Wavre
Service extérieur de la DGPL
Chaussée des Collines 52, bâtiment C, 1300 Wavre
Hugues de Suray, directeur, 010-23 55 55 - h.desuray@mrw.wallonie.be

Province du Hainaut :
Collège provincial
Rue Verte 13, 7000 Mons
Service extérieur de la DGPL
Rue Achille Legrand 16, 7000 Mons
André Bortoluzzi, directeur, 065-32 81 01 - a.bortoluzzi@mrw.wallonie.be

Province de Liège :
 Collège provincial
 Place Saint-Lambert 18a, 4000 Liège
 Service extérieur de la DGPL
 Rue Montagne Sainte-Walburge 2, 4000 Liège
 Josette Finck, directrice 04-224 56 00 - j.finck@mrw.wallonie.be

Province de Luxembourg :
 Collège provincial
 Place Léopold I^{er}, 6700 Arlon
 Service extérieur de la DGPL
 Place Didier 45, 6700 Arlon
 Charles Dehem, directeur 063-58 90 86 - c.dehem@mrw.wallonie.be

Province de Namur :
 Collège provincial
 Place Saint-Aubain 2, 5000 Namur
 Service extérieur de la DGPL
 Place Falmagne 1, 5000 Namur
 Jean-Marie Matagne, directeur 081-25 72 13 - jm.matagne@mrw.wallonie.be

ANNEXE
 Commune
 Tutelle générale d'annulation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|----------------------------------|---|---|
| Article L3122-2, 1 ^o | Décision arrêtant le règlement d'ordre intérieur du conseil communal ou une modification de celui-ci. | Le texte du règlement d'ordre intérieur avant modification. |
| Article L3122-2, 2 ^o | Décision d'octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres du conseil et du collège communal. | |
| Article L3122-2, 3 ^o | Décision d'octroi de rémunérations ou avantages de toute nature accordés aux membres du personnel des secrétariats des membres du collège communal. | |
| Article L3122-2, 4 ^o | 1. Décision arrêtant le mode de passation des marchés publics. | Le cahier spécial des charges (uniquement les clauses administratives) et estimation détaillée du montant du marché. Le cas échéant, le projet d'avis de marché. |
| | 2. Décision d'attribution des marchés publics. | Le cas échéant, le PV d'ouverture des offres. Le rapport d'analyse des offres. La motivation qui sera communiquée aux candidats et soumissionnaires. |
| | 3. Avenants à ces marchés. | Le pourcentage par rapport au montant initial du marché. |
| Article L 3122-2, 5 ^o | Décision d'octroi d'une subvention. | Le cas échéant, la certification que les pièces justificatives ont été transmises par le bénéficiaire lors de la demande de subvention (éventuellement dans les attendus de la délibération). Le cas échéant, la convention passée avec l'association. |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|----------------------|--|--|
| Article L 3122-2, 6° | Décision d'octroi d'une garantie d'emprunt. | La décision d'emprunt de l'organisme bénéficiaire (avec copie du contrat d'emprunt et but de l'emprunt). L'accord de l'organisme prêteur sur la garantie. Les conditions spécifiques sur la garantie. La liste des garanties, des montants et des bénéficiaires des garanties octroyées par la commune et toujours actives. La situation financière de l'organisme bénéficiaire (bilan, compte ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière). Le cas échéant, la convention passée avec l'association. |
| Article L 3122-2, 7° | Décisions arrêtant la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques et les centimes additionnels au précompte immobilier. | |

Commune
Tutelle spéciale d'approbation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---|---|--|
| Article L3131-1, § 1 ^{er} , 1° | La décision arrêtant le budget communal, le budget des régies communales, les modifications budgétaires et les transferts de crédits de dépenses. | Celles qui sont déterminées dans la circulaire budgétaire annuelle (voir notamment le point IV 4 de la circulaire du 4 octobre 2007, sans oublier les annexes spécifiques). |
| Article L3131-1, § 1 ^{er} , 2° | Dispositions générales en matière de personnel: statut administratif, statut pécuniaire, règlement de travail, cadre et autres dispositions générales s'appliquant au personnel contractuel. | Le procès-verbal de concertation commune/C.P.A.S. Le procès-verbal et le protocole de négociation syndicale ou le procès-verbal de concertation syndicale. Le statut, règlement, cadre ou autre disposition avant modification |
| Article L3131-1, § 1 ^{er} , 3° | Décision arrêtant les règlements relatifs aux redevances et aux taxes communales à l'exception des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et des centimes additionnels au précompte immobilier. | |
| Article L3131-1, § 1 ^{er} , 4° | Décision arrêtant le rééchelonnement des emprunts. | La copie de la convention de rééchelonnement avec l'organisme financier. La copie du tableau de la dette (mentionnant la nature de l'investissement financé par l'emprunt) adapté avec le rééchelonnement (nouvelles échéances...). |
| Article L3131-1, § 1 ^{er} , 6° | Comptes annuels de la commune et des régies communales. | 1. La délibération du collège communal certifiant les comptes. 2. Le rapport tel que prévu par l'article L1122-23 du Code. 3. L'avis de publication. 4. Le rapport du collège communal sur l'exécution du budget (notamment sur le taux de réalisation des investissements et sur l'évolution des frais de fonctionnement). 5. La liste par article des engagements reportés (document T). 6. La liste par article des droits constatés restant à apurer. 7. Les balances des comptes généraux et des comptes particuliers (réconciliés: un compte général avec ses comptes particuliers). |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|--------------------------------------|--|--|
| | | <p>8. La totalisation du journal de la comptabilité générale et la totalisation de la balance des comptes généraux, avec s'il échet la justification des écarts.</p> <p>9. La liste explicative des opérations diverses (OD).</p> <p>10. Le document dressé par le receveur établissant la concordance des écritures avec l'encaisse.</p> <p>11. La liste des adjudicataires des marchés publics (articles L1312-1, alinéa 2 et L2231-8 du CDLD).</p> <p>12. Les extraits au 31 décembre des comptes bancaires avec la liste des reconstitutions de trésorerie.</p> <p>13. Le document 173X délivré par le Service public fédéral Finances.</p> <p>14. Le support informatique du contrôle de l'annexe (et/ou support papier) - à remplacer le cas échéant par la synthèse analytique.</p> <p>15. Pour le service extraordinaire la ventilation par articles, des voies et moyens affectés au financement des engagements et la trésorerie utilisée pour les paiements effectués.</p> <p>16. La liste détaillée par article budgétaire des non-valeurs ordinaires et extraordinaires portées en compte assortie des libellés et leur justification.</p> <p>17. Les pièces justificatives des dividendes reçus des intercommunales</p> <p>18. La page de clôture de la balance des articles budgétaires.</p> <p>19. La page de clôture du journal des articles budgétaires.</p> <p>20. La liste des personnes morales et associations de fait bénéficiaires de subsides, selon modèle annexé.</p> <p>21. Le compte de la/des régie(s) ou attestation(s) du/des comptable(s) de la/des régie(s) certifiant le montant du déficit ou le bénéfice à reverser à la caisse commune.</p> <p>22. La page du compte (à défaut : du budget) du C.P.A.S. et de la zone de police où figure la subvention communale.</p> <p>23. Les délibérations du conseil communal délégant sa compétence au collège pour les marchés relatifs à la gestion journalière (et/ou petits investissements).</p> |
| Article L3131-1, § 4, 1 ^o | Création et prise de participation dans une Intercommunale, une régie communale autonome ou une association de projet. | <p>a. Création. Le projet de statuts de l'intercommunale, de la régie autonome ou de l'association.</p> <p>b. Prise de participation. Les statuts (à jour) de l'intercommunale, de la régie autonome ou de l'association</p> |
| Article L3131, § 4, 2 ^o | Mise en régie communale (régie ordinaire). | <p>L'inventaire général du patrimoine et des apports transférés à la régie. Le bilan de départ. Le premier budget de la régie.</p> |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|--------------------------|--|--|
| | Délégation de gestion à une intercommunale, une association de projet, une régie communale autonome, une association ou société de droit public ou de droit privé, ou à une personne physique. | Motivation de la délégation par le conseil communal. |
| Article L3131-1, § 4, 3° | Décision ayant pour objet la création et la prise de participation à une association ou société de droit public ou privé, autre qu'Intercommunale ou association de projet, susceptible d'engager les finances communales. | a. Participation à la création ou première prise de participation : Les statuts de l'association ou société concernée. b. Participation ultérieure : Les modifications statutaires. |
| Article L3131-1, § 4, 4° | Délibération du conseil communal portant adoption des statuts (et des modifications statutaires) d'une régie communale autonome ou d'une association de projet. | Les statuts initiaux ou les anciens statuts en cas de modification de ceux-ci. |

Régie communale autonome
Tutelle générale d'annulation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------|--|---|
| Article L3122-4, 1° | Délibération du conseil communal désignant les membres du conseil d'administration (y compris les remplacements individuels). | Le calcul de la clé d'Hondt. |
| | Délibération du conseil d'administration désignant les membres du comité de direction (y compris les remplacements individuels). | |
| Article L3122-4, 2° | Délibération du conseil communal désignant les membres du collège des commissaires et le réviseur membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises | Désignation du réviseur : <ul style="list-style-type: none"> • Les courriers de demande d'offre. • Les offres reçues. • Le cahier spécial des charges. • L'analyse des offres. • La motivation de la décision. |
| Article L3122-4, 3° | Octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres des organes de gestion. | |

Province
Tutelle générale d'annulation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------|---|--|
| Article L3122-2, 1° | Décision arrêtant le règlement d'ordre intérieur du conseil provincial ou une modification de celui-ci. | Le texte du règlement d'ordre intérieur avant modification |
| Article L3122-2, 2° | Décision d'octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres du conseil et du collège provincial. | |
| Article L3122-2, 3° | Décision d'octroi de rémunérations ou avantages de toute nature accordés aux membres du personnel des secrétariats des membres du collège provincial. | |
| Article L3122-2, 4° | 1. Décision arrêtant le mode de passation des marchés publics. | Le cahier spécial des charges (uniquement les clauses administratives) et l'estimation détaillée du montant du marché Le cas échéant, le projet d'avis de marché. |
| | 2. Décision d'attribution des marchés publics. | Le cas échéant, le PV d'ouverture des offres. Le rapport d'analyse des offres. La motivation qui sera communiquée aux candidats et soumissionnaires. |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|----------------------|---|---|
| | 3. Avenants à ces marchés. | Le pourcentage par rapport au montant initial du marché. |
| Article L 3122-2, 5° | Décisions d'octroi de subventions. | Le cas échéant, la certification que les pièces justificatives ont été transmises par le bénéficiaire lors de la demande de subvention. Le cas échéant, la convention passée avec l'association. |
| Article L 3122-2, 6° | Décision d'octroi d'une garantie d'emprunt. | La décision d'emprunt de l'organisme bénéficiaire (avec copie du contrat d'emprunt et but de l'emprunt). L'accord de l'organisme prêteur sur la garantie. Les conditions spécifiques sur la garantie. La liste des garanties, des montants et des bénéficiaires des garanties octroyées par la province et toujours actives. La situation financière de l'organisme bénéficiaire (bilan, compte ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière). Le cas échéant, la convention passée avec l'association. |
| Article L 3122-2, 7° | Décisions arrêtant les centimes additionnels au précompte immobilier. | |

Province
Tutelle spéciale d'approbation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|--------------------------|---|--|
| Article L3131-1, § 2, 1° | La décision arrêtant le budget provincial, le budget des régions provinciales, les modifications budgétaires et les transferts de crédits de dépenses. | Celles qui sont déterminées dans la circulaire budgétaire annuelle (voir notamment le point II 12 de la circulaire du 13 septembre 2007, sans oublier les annexes spécifiques) |
| Article L3131-1, § 2, 2° | Dispositions générales en matière de personnel : statut administratif, statut pécuniaire, règlement de travail, cadre et autres dispositions générales s'appliquant au personnel contractuel. | Le procès-verbal et le protocole de négociation syndicale ou le procès-verbal de concertation syndicale. Le statut, règlement, cadre ou autre disposition avant modification |
| Article L3131-1, § 2, 3° | Décision arrêtant les règlements relatifs aux redevances et aux taxes provinciales à l'exception des centimes additionnels au précompte immobilier. | |
| Article L3131-1, § 2, 4° | Décision arrêtant le rééchelonnement des emprunts. | La copie de la convention de rééchelonnement avec l'organisme financier. La copie du tableau de la dette (mentionnant la nature de l'investissement financé par l'emprunt) adapté avec le rééchelonnement (nouvelles échéances...). |
| Article L3131-1, § 2, 5° | Comptes annuels de la province et des régions provinciales. | 1. La délibération du collège provincial certifiant les comptes. 2. Le rapport tel que prévu par l'article L1122-23 du Code. 3. L'avis de publication. 4. Le rapport du collège provincial sur l'exécution du budget (notamment sur le taux de réalisation des investissements et sur l'évolution des frais de fonctionnement). 5. La liste par article des engagements reportés (document T). 6. La liste par article des droits constatés restant à apurer. |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|--------------------------------------|--|--|
| | | <p>7. Les balances des comptes généraux et des comptes particuliers (réconciliés : un compte général avec ses comptes particuliers).</p> <p>8. La totalisation du journal de la comptabilité générale et la totalisation de la balance des comptes généraux, avec s'il échet la justification des écarts.</p> <p>9. La liste explicative des opérations diverses (OD).</p> <p>10. Le document dressé par le receveur établissant la concordance des écritures avec l'encaisse.</p> <p>11. La liste des adjudicataires des marchés publics (articles L1312-1, alinéa 2 et L2231-8 du CDLD).</p> <p>12. Les extraits au 31 décembre des comptes bancaires avec la liste des reconstitutions de trésorerie.</p> <p>13. Le document 173X délivré par le Service public fédéral Finances.</p> <p>14. Le support informatique du contrôle de l'annexe (et/ou support papier) - à remplacer le cas échéant par la synthèse analytique.</p> <p>15. Pour le service extraordinaire la ventilation par articles, des voies et moyens affectés au financement des engagements et la trésorerie utilisée pour les paiements effectués.</p> <p>16. La liste détaillée par article budgétaire des non-valeurs ordinaires et extraordinaires portées en compte assortie des libellés et leur justification.</p> <p>17. Les pièces justificatives des dividendes reçus des intercommunales.</p> <p>18. La page de clôture de la balance des articles budgétaires.</p> <p>19. La page de clôture du journal des articles budgétaires.</p> <p>20. La liste des personnes morales et associations de fait bénéficiaires de subsides, selon modèle annexé.</p> <p>21. Le compte de la/des régie(s) ou attestation(s) du/des comptable(s) de la/des régie(s) certifiant le montant du déficit ou le bénéfice à reverser à la caisse commune.</p> <p>22. Les délibérations du conseil provincial délégrant sa compétence au collège pour les marchés relatifs à la gestion journalière (et/ou petits investissements).</p> |
| Article L3131-1, § 4, 1 ^o | Création et prise de participation dans une Intercommunale, une régie provinciale autonome ou une association de projet. | <p>a. Création. Le projet de statuts de l'intercommunale, de la régie autonome ou de l'association.</p> <p>b. Prise de participation. Les statuts (à jour) de l'intercommunale, de la régie autonome ou de l'association.</p> |
| Article L3131, § 4, 2 ^o | Mise en régie provinciale (régie ordinaire) | <p>L'inventaire général du patrimoine et des apports transférés à la régie. Le bilan de départ. Le premier budget de la régie.</p> |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|--------------------------|---|--|
| | Délégation de gestion à une intercommunale, une association de projet, une régie provinciale autonome, une association ou société de droit public ou de droit privé, ou à une personne physique. | Motivation de la délégation par le conseil provincial |
| Article L3131-1, § 4, 3° | Décision ayant pour objet la création et la prise de participation à une association ou société de droit public ou privé, autre qu'Intercommunale ou association de projet, susceptible d'engager les finances provinciales | a. Participation à la création ou première prise de participation : Les statuts de l'association ou société concernée. b. Participation ultérieure : Les modifications statutaires. |
| Article L3131-1, § 4, 4° | Résolution portant adoption des statuts (et des modifications statutaires) d'une régie provinciale autonome ou d'une association de projet. | Les statuts initiaux ou les anciens en cas de modification de ceux-ci. |

Régie provinciale autonome
Tutelle générale d'annulation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------|---|---|
| Article L3122-4, 1° | Délibération du conseil provincial désignant les membres du conseil d'administration (y compris les remplacements individuels). | Le calcul de la clé d'Hondt. |
| | Délibération du conseil d'administration désignant les membres du comité de direction (y compris les remplacements individuels). | |
| Article L3122-4, 2° | Délibération du conseil provincial désignant les membres du collège des commissaires et le réviseur membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. | Désignation du réviseur : <ul style="list-style-type: none"> • Les courriers de demande d'offre. • Les offres reçues. • Le cahier spécial des charges. • L'analyse des offres. • La motivation de la décision. |
| Article L3122-4, 3° | Octroi d'une rémunération, d'un jeton de présence ou d'un avantage de toute nature aux membres des organes de gestion. | |

Association de projet
Tutelle générale d'annulation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------|---|--|
| Article L3122-4, 1° | Composition physique des organes de gestion | Pour le comité de gestion ou le remplacement individuel : <ul style="list-style-type: none"> • délibérations des conseils (communes, province, C.P.A.S.) actant les déclarations d'apparement ou de regroupement • le calcul de la clé d'Hondt • le nombre de membres du comité de gestion à désigner • les déclarations sur l'honneur du respect de l'article L1531-2, § 3 du CDLD • les déclarations d'engagement (article L-1532-1, § 1^{er} du CDLD) Pour le président : <ul style="list-style-type: none"> • la désignation par le comité de gestion. |
| Article L3122-4, 2° | Décision du comité de gestion portant désignation du réviseur membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. | Désignation du réviseur : <ul style="list-style-type: none"> • Les courriers de demande d'offre. • Les offres reçues. • Le cahier spécial des charges. • L'analyse des offres. • La motivation de la décision. |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------|--|----------------------------------|
| Article L3122-4, 3° | Les délibérations des conseils communaux associés autorisant l'octroi d'un jeton de présence aux membres des organes de gestion, dans les limites de l'A.G.W. d'exécution de l'article L1532-3 du CDLD | |

Intercommunale
Tutelle générale d'annulation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------|--|---|
| Article L3122-3, 1° | Adoption du plan stratégique. | Les pièces visées à l'article L1523-13, § 4, alinéa 2 du CDLD. La copie du courrier daté d'envoi du plan stratégique aux associés et à tous les membres des conseils communaux et provinciaux associés. Les délibérations des conseils communaux et provinciaux associés sur le plan stratégique. |
| Article L3122-3, 2° | Prise de participation dans toute personne morale de droit public ou de droit privé. | Les statuts initiaux (en cas de constitution) ou à jour de la personne morale. |
| Article L3122-3, 3° | Décision du comité de rémunération (rémunérations et avantages liés aux fonctions de direction). | La décision de principe. |
| Article L3122-3, 3° | Décision de l'assemblée générale prise sur recommandation du comité de rémunération. | La recommandation du comité de rémunération. Les chiffres retenus pour les 3 critères du calcul (population, chiffres d'affaires et personnel occupé). |
| Article L3122-3, 4° | 1. Décision arrêtant le mode de passation des marchés publics. | Le cahier spécial des charges (uniquement les clauses administratives) et l'estimation détaillée du montant du marché Le cas échéant, le projet d'avis de marché. |
| | 2. Décision d'attribution des marchés publics. | Le cas échéant, le PV d'ouverture des offres. Le rapport d'analyse des offres. La motivation qui sera communiquée aux candidats et soumissionnaires. |
| | 3. Avenants à ces marchés. | Le pourcentage par rapport au montant initial du marché. |
| Article L3122-3, 5° | Décision d'octroi de subventions. | Le cas échéant, la certification que les pièces justificatives ont été transmises par le bénéficiaire lors de la demande de subvention. Le cas échéant, la convention passée avec l'association. |
| Article L3122-3, 6° | Désignation des membres du collège des contrôleurs aux comptes. | Désignation du réviseur : <ul style="list-style-type: none"> • Les courriers de demande d'offre. • Les offres reçues. • Le cahier spécial des charges. • L'analyse des offres. • La motivation de la décision. |
| Article L3122-3, 7° | Composition physique des organes de gestion. | Composition initiale ou modificative. |

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|---------------------------------|---|--|
| | | <p>Pour les conseils d'administration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • délibérations des conseils (communes, province, C.P.A.S.) actant les déclarations d'apparementement ou de regroupement; • le calcul de la clé d'Hondt; • les actes éventuels de présentation des candidats administrateurs par les associés publics ou privés; • le nombre d'administrateurs à désigner; • les déclarations sur l'honneur du respect de l'article L1531-2, § 3 du CDLD; • les déclarations d'engagement (article L-1532-1, § 1^{er} du CDLD). <p>Pour les organes restreints :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le calcul de la clé d'Hondt; • le nombre d'administrateurs à désigner; • les déclarations sur l'honneur du respect de l'article L1531-2, § 2 du CDLD; • les déclarations d'engagement (article L-1532-1, § 1^{er} du CDLD). <p>En cas de remplacement individuel</p> <p>Pour les conseils d'administration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'appartenance politique du nouvel administrateur (après apparementement éventuel); • l'acte éventuel de présentation du candidat administrateur par l'associé public ou privé; • la déclaration sur l'honneur du respect de l'article L1531-2, § 3 du CDLD; • la déclaration d'engagement (article L-1532-1, § 1^{er} du CDLD). <p>Pour les organes restreints :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déclarations sur l'honneur du respect de l'article L1531-2, § 2 du CDLD; • l'appartenance politique du nouvel administrateur (après apparementement éventuel). |
| Article L3122-3, 8 ^o | Règlement d'ordre intérieur de chacun des organes de gestion. | <p>La délibération de l'AG fixant le contenu minimum du règlement d'ordre intérieur (article L1523-14, 8^o à 10^o du CDLD).</p> <p>Le texte du règlement d'ordre intérieur avant modification.</p> |
| Article L3122-3, 9 ^o | Décision d'octroyer une garantie d'emprunt | <p>La décision d'emprunt de l'organisme bénéficiaire (avec copie du contrat d'emprunt et but de l'emprunt).</p> <p>L'accord de l'organisme prêteur sur la garantie.</p> <p>Les conditions spécifiques sur la garantie.</p> <p>La liste des garanties, des montants et des bénéficiaires des garanties octroyées par l'intercommunale et toujours actives.</p> <p>La situation financière de l'organisme bénéficiaire (bilan, compte ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière).</p> <p>Le cas échéant, la convention passée avec l'association.</p> |

Intercommunale
Tutelle spéciale d'approbation

| <i>Article</i> | <i>Acte concerné</i> | <i>Pièce(s) justificative(s)</i> |
|--------------------------|--|--|
| Article L3131-1, § 3, 2° | Comptes annuels. | <ol style="list-style-type: none"> 1. Le rapport de gestion établi par le conseil d'administration. 2. Le rapport du collège des contrôleurs aux comptes. 3. Le rapport intégral du réviseur. 4. Pour les SCRL et les SA, le bilan dans sa présentation Banque Nationale. 5. Les pièces visées à l'article L1523-16 du CDLD. 6. La copie du courrier daté d'envoi des comptes aux associés et à tous les membres des conseils communaux et provinciaux associés. 7. Les délibérations des conseils communaux et provinciaux associés sur les comptes. |
| Article L3131-1, § 3, 4° | Statuts administratif et pécuniaire, cadre, création d'emplois contractuels et dispositions générales s'appliquant au personnel contractuel (tel le règlement de travail). | La décision de principe. Le procès verbal et le protocole de négociation syndicale ou le procès verbal de concertation syndicale. |
| Article L3131-1, § 4, 5° | Adoption des statuts et modifications statutaires. | L'acte authentique. |

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2008/200840]

14. FEBRUAR 2008 — Rundschreiben über die Belege

An die Damen und Herren

Vorsitzenden und Mitglieder der Gemeindegremien,
Vorsitzenden und Mitglieder der Provinzgremien,
Vorsitzenden der Interkommunen,
Vorsitzenden der Projektvereinigungen,
Vorsitzenden der autonomen Gemeindegremien,
Vorsitzenden der autonomen Provinzialgremien,
An die Damen und Herren Provinzgouverneure,

Zur Information an die Damen und Herren

Provinzgreffiers,
Gemeindegemeinschafter,
Provinzialbeauftragte,
lokale Beauftragte

Sehr geehrte Damen und Herren,

Durch das am 21. Dezember 2007 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Dekret vom 22. November 2007 wurden einige Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, die die Ausübung der Verwaltungsaufsicht über die lokalen Behörden zwecks deren Optimierung betreffen, abgeändert.

Aufgrund der Lehren aus der Praxis des Aufsichtsdekrets vom 1. April 1999 hat sich als notwendig erwiesen, die nachstehend erwähnten Änderungen vorzunehmen.

Zunächst wird der Anwendungsbereich der Verwaltungsaufsicht auf die neuen Verwaltungsformen erweitert, die die autonomen Gemeinde- und Provinzialgremien sowie die Projektvereinigungen darstellen.

Darüber hinaus wird im Bereich der besonderen Genehmigungsaufsicht die Aufsichtsbefugnis über die Gemeindebeschlüsse bezüglich der Beteiligung an privatrechtlichen oder öffentlich-rechtlichen Vereinigungen oder Gesellschaften, der Gründung einer autonomen Gemeindegremie oder auch der Vollmachterteilung in Sachen Geschäftsführung an andere privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Strukturen der Wallonischen Regierung übertragen, damit diese Einsicht in die gesamte paralokale Realität gewinnen kann und ihre Kohärenz bei der Durchführung von Analysen somit gesichert wird.

Die Konten der Provinz werden von nun an der von der Wallonischen Regierung ausgeübten Genehmigungsaufsicht unterzogen.

Der Effizienz und Vereinfachung halber werden bestimmte Akte, die bis jetzt der besonderen Genehmigungsaufsicht unterlagen, nun Gegenstand der allgemeinen Annullierungsaufsicht, in ihrer Eigenschaft als Akte, deren Übermittlung Pflicht ist.

Es handelt sich um die Anleihegarantien und um die Bestimmung der Mitglieder der Verwaltungsorgane und des Kollegiums der Bücherrevisoren und/oder des Revisors in Interkommunalen.

Auch die Zuschlagsteuern zur Steuer auf die natürlichen Personen und die Zuschlagshunderstel zum Immobilienvorabzug gehen von der besonderen Genehmigungsaufsicht auf die allgemeine obligatorische Aufsicht über, um es den Gemeinden und Provinzen zu ermöglichen, die Fristen für die Verabschiedung und das Inkrafttreten ihrer Regelung zur Festlegung des Satzes für diese Zuschlagsteuern besser zu beherrschen.

Abschließend besteht die Änderung im Bereich der allgemeinen Annullierungsaufsicht in der Festlegung einer Liste von Akten, die die lokalen Behörden zwangsweise übermitteln müssen.

Dies betrifft insbesondere die öffentlichen Aufträge, die Gewährung der Entlohnungen an die Mandatsträger und Mitglieder der Kabinette, die Geschäftsordnungen, die Gewährung von Subventionen. Es handelt sich um eine begrenzte Anzahl von wichtigen Akten, deren systematische Überprüfung anstatt einer gelegentlichen Überprüfung anschließend an das Einreichen einer Beschwerde gerechtfertigt ist.

Laut Artikel L3113-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung beginnt die Frist für die Ausübung der Aufsicht an dem Tag, an dem der Aufsichtsbehörde der Akt gemeinsam mit allen Belegen zugestellt wird.

Nach der Definition in Artikel L3111-2, Nr. 3 des neuen Kodex handelt es sich um "alle Schriftstücke oder Anlagen, durch die die Amtshandlung belegt werden kann. Als Beleg wird insbesondere die Akte gewertet, die den Mitgliedern des beschlussfassenden Organs oder dem Organ selbst unterbreitet worden ist".

Der Zweck dieser Bestimmung besteht darin, die Übermittlung von irrelevanten voluminösen Unterlagen zu vermeiden. Um dem Ziel der Optimierung der Ausübung der Aufsicht gerecht zu werden, werden in dem vorliegenden Rundschreiben diejenigen Belege genannt, die den Akten beizufügen sind, die obligatorisch zu übermitteln sind, um die Vollständigkeit der Akten zu sichern, die von der Aufsichtsbehörde untersucht werden müssen, sowohl im Rahmen der besonderen Genehmigungsaufsicht als der allgemeinen Annullierungsaufsicht.

Sobald die vollständigen Akten bei der Aufsichtsbehörde eingegangen sind, beginnt die Frist, innerhalb deren letztere ihren Beschluss fassen muss, auch wenn sie zwecks der Untersuchung ergänzende Belege oder Informationen fordert, wie durch Artikel L3112-1 des Kodex erlaubt.

Über die Akte hinaus, die Gegenstand einer obligatorischen Übermittlung sind, bestimmt Artikel L3122-5 des neuen Kodex, dass die Wallonische Regierung die in Artikeln L3111-1 § 1 erwähnten Behörden auffordern darf, jegliche Beratung, die sie benennt, mit den einschlägigen Belegen zu übermitteln.

Wenn es sich um besondere Akte handelt, wird in dem Aufforderungsschreiben in jedem Fall die Liste der beizufügenden Belege erwähnt, ab deren Eingang die Frist für die Untersuchung durch die Aufsichtsbehörde beginnt.

Es spricht von selbst, dass meine Dienststellen den Bedürfnissen der lokalen Behörden weiterhin Aufmerksamkeit schenken werden, was die Akte betrifft, die keiner dekreteren Übermittlungspflicht unterliegen. Die Untersuchung von besonderen Zuständen auf ausdrückliche Anfrage der lokalen Behörden wird weiterhin in einem Konzertierung und Dialog fördernden Klima gewährleistet werden, ohne dass sie jedoch systematisch wird, um den in der Europäischen Charta der kommunalen Selbstverwaltung verankerten Grundsatz der verantwortungsvollen Autonomie nicht gegenstandslos zu machen.

Besondere Empfehlungen.

1. Sofern dies noch nötig sein sollte, bestehet ich darauf, nochmals auf die Pflicht einer ausdrücklichen Begründung hinzuweisen für alle Rechtsakte mit individueller Tragweite, die von einer Verwaltungsbehörde ausgehen und deren Zweck es ist, eine Rechtswirkung gegenüber einem oder mehreren Bürgern oder einer anderen Verwaltungsbehörde zu erreichen.

Die verlangte Begründung besteht in der Angabe in dem Rechtsakt der faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden. Sie muss angemessen sein (Art. 3 des Gesetzes vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung der Verwaltungsakte).

2. Der guten Verwaltung willen und um es den Mitgliedern der Versammlungen repräsentativer Körperschaften zu erlauben, in voller Kenntnis der Sachlage zu befinden, kann ich Sie nur dazu auffordern, bei jedem Projekt einer Beratung mit finanziellen Auswirkungen, eine Schätzung dieser Auswirkungen beizufügen.

Für bestimmte Investitionen dürfen sich die finanziellen Auswirkungen nicht nur auf die Schuldenlasten beschränken, sondern auch die künftigen Personalausgaben und Betriebskosten berücksichtigen.

3. Ich mache die Interkommunalen insbesondere darauf aufmerksam, dass neben den Belegen nun auch Auszüge aus dem Beschlussregister der Organe beizufügen sind; diese Auszüge müssen die Anwesenheitsliste, die Darlegung der Beweggründe und den gefassten Beschluss mit dem Ergebnis der Abstimmung angeben; das vollständige Protokoll muss nicht mehr beifügt werden.

4. Ich betone nochmals die Notwendigkeit, koordinierte Texte auszuarbeiten, um die Lesbarkeit der Beschlüsse der lokalen Behörden zu verbessern. Dies betrifft u.a. die Geschäftsordnungen, die als Grundlage für die reibungslose und demokratische Arbeitsweise der Versammlungen dienen sollen, sowie die Verordnungen in Bezug auf die interne Verwaltung, die dem betroffenen Publikum stets völlig zugänglich sein müssen, ob es sich um die Bürger oder lokalen Bediensteten handelt. Gleiches gilt für die Schaffung aller öffentlichen Arbeitsstellen, deren Strukturierung einen übersichtlichen Einblick in die Organisation je nach den verfolgten Zielen ermöglichen muss.

Diese koordinierten Dokumente haben den Verwaltungen zugänglich zu sein, die mit der Untersuchung der Aufsichtsakten beauftragt sind, damit sie einen globalen Einblick in die behandelte Problematik haben können.

5. Die in der Anlage beigefügte Liste der Belege führt nicht die Elemente an, die für die Überprüfung der Verwaltungspläne notwendig sind. Es spricht von selbst, dass die lokalen Behörden, die solchen Verwaltungsplänen unmittelbar oder als konsolidierte Organe unterliegen, den Nachweis für die Übereinstimmung der Beratungen, die finanzielle Auswirkungen haben, mit dem Verwaltungsplan und den für die Kontrolle notwendigen Übersichtstabellen liefern müssen.

Abschließend weise ich Sie nochmals darauf hin, dass in Übereinstimmung mit der allgemeinen Buchführungsordnung keine Haushaltsausgabe vor der Verpflichtung, Anrechnung und Anweisung dieser Ausgabe durch das Kollegium quittiert werden darf. Dies bedeutet also, dass Kreditkarten nicht erlaubt sind.

Unter allen Umständen werden die Vertretungskosten bezüglich der Ausübung des Amtes der Mandatsträger nachträglich auf Vorlage eines Belegs zurückgezahlt.

Meine Verwaltung hält sich zu Ihrer Verfügung für weitere Auskunft, wobei ich Sie bitte, die in der Anlage stehenden Angaben zu berücksichtigen.

Namur, den 14. Februar 2008

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

NÜTZLICHE ANSCHRIFTEN

Für die Akten, die der Regierung zu übermitteln sind:

Minister der inneren Angelegenheiten

Direction générale des Pouvoirs locaux - Generaldirektion der lokalen Behörden

Rue Van Opré 91-95 5100 Namur (Jambes)

Sachbearbeiter:

Büro für den lokalen öffentlichen Dienst

Jean-Pierre Thomas, amtierender Direktor, 081-32 37 91 - jp.thomas@mrw.wallonie.be

Büro f. lokale Finanzen

Michel Charlier, Direktor, 081-32 37 42 - m.charlier@mrw.wallonie.be

Büro f. lokale Institutionen

Rudy Jansemme, Direktor, 081-32 32 11 - r.jansemme@mrw.wallonie.be

Direktion der öffentlichen Unternehmen

Pierre Demeffe, Direktor, 081-32 32 25 - p.demeffe@mrw.wallonie.be

Büro f. öffentliche Aufträge

Paul Beckers, Erster Attaché, 081-32 36 73 - p.beckers@mrw.wallonie.be

Für die Akten, die den Provinzkollegien zu übermitteln sind:

Provinz Wallonisch-Brabant:

Provinzkollegium

Bâtiment Archimède

Avenue Einstein 2, bloc D, 1300 Wavre

Außendienststelle der Generaldirektion der lokalen Behörden

Chaussée des Collines 52 - bâtiment C, 1300 Wavre

Hugues de Suray, Direktor, 010-23 55-55 - h.desuray@mrw.wallonie.be

Provinz Hennegau:

Provinzkollegium

Rue Verte 13 7000 Mons

Außendienststelle der Generaldirektion der lokalen Behörden

Rue Achille Legrand 16 7000 Mons

André Bortoluzzi, Direktor, 065-32 81 01 - a.bortoluzzi@mrw.wallonie.be

Provinz Lüttich:

Provinzkollegium

Place Saint-Lambert 18a, 4000 Liège

Außendienststelle der Generaldirektion der lokalen Behörden

Rue Montagne Sainte-Walburge 2 4000 Liège

Josette Finck, Direktorin, 04-224 56 00 - j.finck@mrw.wallonie.be

Provinz Luxemburg:

Provinzkollegium

Place Léopold 1^{er}, 6700 Arlon

Außendienststelle der Generaldirektion der lokalen Behörden

Place Didier 45 6700 Arlon

Charles Dehem, Direktor, 063-58 90 86 - c.dehem@mrw.wallonie.be

Provinz Namur:

Provinzkollegium

Place Saint-Aubain 2 5000 Namur

Außendienststelle der Generaldirektion der lokalen Behörden

Place Falmagne 1 5000 Namur

Jean-Marie Matagne, Direktor, 081-25 72 13 - jm.matagne@mrw.wallonie.be

ANLAGE

Gemeinde
Allgemeine Annullierungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|---------------------|---|--|
| Artikel L3122-2 1° | Beschluss zur Festlegung der Geschäftsordnung des Gemeinderats oder einer Abänderung dieser Geschäftsordnung. | Der Wortlaut der Geschäftsordnung vor dieser Abänderung. |
| Artikel L3122-2 2° | Beschluss zur Gewährung einer Entlohnung, eines Anwesenheitsgeldes, oder irgendeines Vorteils an die Mitglieder des Gemeinderates und des Gemeindegremiums. | |
| Artikel L3122-2 3° | Beschluss zur Gewährung von Entlohnungen oder Vorteilen jeglicher Art an die Personalmitglieder der Sekretariate der Mitglieder des Gemeindegremiums. | |
| Artikel L3122-2 4° | 1. Beschluss zur Festlegung der Ausschreibeprozedur für öffentliche Aufträge. | Das Sonderlastenheft (nur die administrativen Klauseln) und eine detaillierte Veranschlagung des Betrags des Auftrags. Ggf. der Entwurf der Auftragsbekanntmachung. |
| | 2. Beschluss zur Vergabe von öffentlichen Aufträgen. | Ggf. das Protokoll zur Eröffnung der Angebote. Der Bericht über die Analyse der Angebote. Die Begründung, die den Bewerbern und Submittenten übermittelt wird. |
| | 3. Nachträge zu diesen Aufträgen. | Der Prozentsatz im Verhältnis zum ursprünglichen Betrag des Auftrags. |
| Artikel L 3122-2 5° | Beschluss zur Gewährung eines Zuschusses. | Ggf. die Bescheinigung, dass die Belege zum Zeitpunkt des Antrags auf Zuschuss vom Bezugsberechtigten übermittelt worden sind (ggf. in den Erwägungen der Beratung). Ggf. die mit der Vereinigung geschlossene Vereinbarung. |
| Artikel L 3122-2 6° | Beschluss zur Gewährung einer Anleihebürgschaft. | Der Anleihebeschluss der anspruchsberechtigten Einrichtung (mit einer Kopie des Anleihevertrags und der Angabe des Zwecks der Anleihe). Die Zustimmung des Darlehensgebers betreffend die Bürgschaft. Die spezifischen Bedingungen betreffend die Bürgschaft. Die Liste der von der Gemeinde gewährten und noch immer aktiven Bürgschaften, mit Angabe der entsprechenden Beträge und der Anspruchsberechtigten. Die Finanzlage der anspruchsberechtigten Einrichtung (Bilanz, Konten sowie ein Rechenschaftsbericht und ein Bericht über die Finanzlage). Ggf. die mit der Vereinigung geschlossene Vereinbarung |
| Artikel L 3122-2 7° | Beschlüsse zur Festlegung der Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen und der Zuschlaghundertstel zur Immobilienbelastung. | |

Gemeinde
Besondere Genehmigungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|---|--|
| Artikel L3131-1 § 1 1° | Der Beschluss zur Festlegung des Gemeindehaushaltsplans, des Haushaltsplans der Gemeinderegien, der Änderungen des Haushaltsplans und der Übertragungen von Haushaltsmitteln für Ausgaben. | Diejenigen, die in dem jährlichen Haushaltsrundschriften festgelegt sind (S. insbesondere den Punkt IV 4 des Rundschriftens vom 4. Oktober 2007, ohne die spezifischen Anlagen zu vergessen). |
| Artikel L3131-1 § 1 2° | Allgemeinen Bestimmungen in Personalfragen: Verwaltungsstatut, Besoldungsstatut, Arbeitsordnung, Stellenplan und sonstige auf das Vertragspersonal anwendbare allgemeine Bestimmungen. | Das Protokoll der Konzertierung Gemeinde/ÖSHZ. Der Bericht und das Protokoll der Gewerkschaftsverhandlung oder das Protokoll der gewerkschaftlichen Konzertierung. Das Statut, die Arbeitsordnung, der Stellenplan oder die sonstigen Bestimmungen vor der Änderung. |
| Artikel L3131-1 § 1 3° | Beschluss zur Festlegung der Regelungen für die Gemeindeabgaben und -steuern mit Ausnahme der Zuschlagsteuern zur Steuer auf die natürlichen Personen und der Zuschlagshunderstel zum Immobilienvorabzug. | |
| Artikel L3131-1 § 1 4° | Beschluss zur Neuverteilung der Anleihen. | Die Abschrift der Vereinbarung mit dem Finanzinstitut über die Neuverteilung der Anleihen. Die Kopie der Tabelle der Schuld (mit Angabe der Art der durch die Anleihe finanzierten Investition), mit der durch die Neuverteilung hervorgebrachten Anpassung (neue Fälligkeiten, usw.). |
| Artikel L3131-1 § 1 6° | Jahresabschlüsse der Gemeinde und der Gemeinderegien. | <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Beratung des Gemeindegremiums zur Bescheinigung der Rechnungen. 2. Der Bericht gemäß Art. L1122-23 des Kodex 3. Die Veröffentlichungsbekanntmachung. 4. Der Bericht des Gemeindegremiums über die Durchführung des Haushaltsplans (insbesondere über die Durchführungsquote der Investitionen und die Entwicklung der Funktionskosten). 5. Die Liste pro Artikel der verschobenen Verpflichtungen (Dokument T). 6. Die Liste pro Artikel der festgestellten Rechte, die noch beglichen werden müssen. 7. Die Bilanzen der allgemeinen und besonderen Konten (ausgeglichene Bilanzen: ein allgemeines Konto mit seinen besonderen Konten). 8. Die Summierung des Journals der allgemeinen Buchhaltung und die Summierung der Bilanz der allgemeinen Konten, ggf. mit der Begründung der Abweichungen. 9. Die erklärende Liste der "verschiedenen Verrichtungen" (opérations diverses - OD -). 10. Das von dem Einnehmer aufgestellte Dokument zur Bescheinigung der Übereinstimmung zwischen der Buchführung und dem Kassenbestand. |

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|---|--|
| | | <p>11. Die Liste der gewählten Submittenten für öffentliche Aufträge (Artikel L1312-1 Absatz 2 und L2231-8 des Kodex).</p> <p>12. Die Bankauszüge am 31. Dezember mit der Liste der Wiederherstellungen des Kassenbestands.</p> <p>13. Das vom föderalen öffentlichen Dienst Finanzen bereitgestellte Dokument 173X.</p> <p>14. Der Datenträger für die Kontrolle der Anlage (und/oder Papierträger) - wird ggf. durch die analytische Synthese ersetzt.</p> <p>15. Für den außerordentlichen Dienst, die Verteilung nach Artikel der Haushaltsmittel, die für die Finanzierung der Verpflichtungen bestimmt sind und die für die erfolgten Zahlungen benutzten Kassenmittel.</p> <p>16. Die detaillierte Liste pro Haushaltsartikel der angerechneten ordentlichen und nicht ordentlichen nicht eintreibbaren Forderungen, mit den entsprechenden Bezeichnungen und Begründungen.</p> <p>17. Die Belege für die von den Interkommunalen erhaltenen Dividenden.</p> <p>18. Die Schlussseite der Bilanz der Artikel des Haushaltsplans.</p> <p>19. Die Schlussseite des Journals der Artikel des Haushaltsplans.</p> <p>20. Die Liste der juristischen Personen und faktischen Vereinigungen, die Zuschüsse erhalten, nach dem beigefügten Muster.</p> <p>21. Die Rechnung der Regie(n) oder die Bescheinigung des (der) Buchführer(s) der Regie(n) zur Bescheinigung der Höhe des Defizits oder des Gewinns, der der gemeinsamen Kasse zu übertragen ist.</p> <p>22. Diejenige Seite des Kontos (ggf. des Haushaltsplans) des ÖSHZ, in der der kommunale Zuschuss angegeben ist.</p> <p>23. Die Beratungen des Gemeinderats, in denen er seine Befugnisse dem Kollegium überträgt, für was die Aufträge bezüglich der täglichen Führung (und/oder der kleinen Investitionen) betrifft.</p> |
| Artikel L3131-1 § 4 1° | Schaffung und Erwerb einer Beteiligung in einer Interkommunale, einer autonomen Gemeinderegion oder einer Projektvereinigung. | <p>a. Schaffung. Der Entwurf der Satzungen der Interkommunale, der autonomen Gemeinderegion oder der Projektvereinigung.</p> <p>b. Erwerb einer Beteiligung. Die (aktualisierten) Satzungen der Interkommunale, der autonomen Gemeinderegion oder der Projektvereinigung.</p> |
| Artikel L3131 § 4 2° | Übertragung auf eine Gemeinderegion (ordentliche Regie). | <p>Das allgemeine Verzeichnis des Vermögens und der Einlagen, die der Regie übertragen werden. Die Anfangsbilanz. Der erste Haushaltsplan der Regie.</p> |

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|---|--|
| | Vollmachtserteilung in Sachen Geschäftsführung an eine Interkommunale, eine Projektvereinigung, eine autonome Gemeinderegie, eine öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Vereinigung oder Gesellschaft oder eine natürliche Person. | Begründung dieser Vollmachtserteilung durch den Gemeinderat. |
| Artikel L3131-1 § 4 3° | Beschluss zur Schaffung und Erwerb einer Beteiligung in einer Vereinigung oder einer Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts (mit Ausnahme einer Interkommunale oder einer Projektvereinigung), wobei Kosten zu Lasten der Gemeindefinanzen entstehen könnten. | a. Teilnahme an der Schaffung oder Erwerb einer ersten Beteiligung: Die Satzungen der betroffenen Vereinigung oder Gesellschaft. b. Erwerb einer späteren Beteiligung. Die Änderungen an den Satzungen. |
| Artikel L3131-1 § 4 4° | Beratung des Gemeinderats zur Verabschiedung der Satzungen (und der Satzungsänderungen) einer autonomen Gemeinderegie oder einer Projektvereinigung. | Die ursprünglichen oder früheren Satzungen falls diese geändert wurden. |

Autonome Gemeinderegie
Allgemeine Annullierungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|--------------------|--|--|
| Artikel L3122-4 1° | Beratung des Gemeinderats zur Benennung der Mitglieder des Verwaltungsrats (einschließlich der individuellen Ersetzungen). | Berechnung nach dem d'Hondt-Schlüssel. |
| | Beratung des Verwaltungsrats zur Benennung der Mitglieder des Direktionsausschusses (einschließlich der individuellen Ersetzungen). | |
| Artikel L3122-4 2° | Beratung des Gemeinderats zur Benennung der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare und des Revisors, das Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren ist. | Benennung des Revisors: <ul style="list-style-type: none"> • Die Schreiben in Bezug auf die Angebotsanfrage. • Die erhaltenen Angebote. • Das Sonderlastenheft. • Die Analyse der Angebote. • Die Begründung des Beschlusses. |
| Artikel L3122-4 3° | Gewährung einer Entlohnung, eines Anwesenheitsgeldes, oder irgendeines Vorteils an die Mitglieder der Verwaltungsorgane. | |

Provinz
Allgemeine Annullierungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|--------------------|--|--|
| Artikel L3122-2 1° | Beschluss zur Festlegung der Geschäftsordnung des Provinzialrats oder einer Abänderung dieser Geschäftsordnung. | Der Wortlaut der Geschäftsordnung vor dieser Abänderung. |
| Artikel L3122-2 2° | Beschluss zur Gewährung einer Entlohnung, eines Anwesenheitsgeldes, oder irgendeines Vorteils an die Mitglieder des Provinzialrates und des Provinzkollegiums. | |
| Artikel L3122-2 3° | Beschluss zur Gewährung von Entlohnungen oder Vorteilen jeglicher Art an die Personalmitglieder der Sekretariate der Mitglieder des Provinzkollegiums. | |
| Artikel L3122-2 4° | 1. Beschluss zur Festlegung der Ausschreibeprozedur für öffentliche Aufträge. | Das Sonderlastenheft (nur die administrativen Klauseln) und eine detaillierte Veranschlagung des Betrags des Auftrags. Ggf. der Entwurf der Auftragsbekanntmachung. |

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|---------------------|---|--|
| | 2. Beschluss zur Vergabe von öffentlichen Aufträgen. | Ggf. das Protokoll zur Eröffnung der Angebote. Der Bericht über die Analyse der Angebote. Die Begründung, die den Bewerbern und Submittenten übermittelt wird. |
| | 3. Nachträge zu diesen Aufträgen. | Der Prozentsatz im Verhältnis zum ursprünglichen Betrag des Auftrags. |
| Artikel L 3122-2 5° | Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen. | Ggf. die Bescheinigung, dass die Belege zum Zeitpunkt des Antrags auf Zuschuss vom Bezugsberechtigten übermittelt worden sind. Ggf. die mit der Vereinigung geschlossene Vereinbarung. |
| Artikel L 3122-2 6° | Beschluss zur Gewährung einer Anleihebürgschaft. | Der Anleihebeschluss der anspruchsberechtigten Einrichtung (mit einer Kopie des Anleihevertrags und der Angabe des Zwecks der Anleihe). Die Zustimmung des Darlehensgebers betreffend die Bürgschaft. Die spezifischen Bedingungen betreffend die Bürgschaft. Die Liste der von der Provinz gewährten und noch immer aktiven Bürgschaften, mit Angabe der entsprechenden Beträge und der Anspruchsberechtigten. Die Finanzlage der anspruchsberechtigten Einrichtung (Bilanz, Konten sowie ein Rechenschaftsbericht und ein Bericht über die Finanzlage). Ggf. die mit der Vereinigung geschlossene Vereinbarung. |
| Artikel L 3122-2 7° | Beschlüsse zur Festlegung der Zuschlagshunderstel zum Immobilienvorabzug. | |

Provinz
Besondere Genehmigungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|---|---|
| Artikel L3131-1 § 2 1° | Der Beschluss zur Festlegung des Provinzhaushaltsplans, des Haushaltsplans der Provinzialregion, der Änderungen des Haushaltsplans und der Übertragungen von Haushaltsmitteln für Ausgaben. | Diejenigen, die in dem jährlichen Haushaltsrundsreiben festgelegt sind (S. insbesondere den Punkt II 12 des Rundschreibens vom 13. September 2007, ohne die spezifischen Anlagen zu vergessen). |
| Artikel L3131-1 § 2 2° | Allgemeinen Bestimmungen in Personalfragen: Verwaltungsstatut, Besoldungsstatut, Arbeitsordnung, Stellenplan und sonstige auf das Vertragspersonal anwendbare allgemeine Bestimmungen. | Der Bericht und das Protokoll der Gewerkschaftsverhandlung oder das Protokoll der gewerkschaftlichen Konzertierung. Das Statut, die Arbeitsordnung, der Stellenplan oder die sonstigen Bestimmungen vor der Änderung. |
| Artikel L3131-1 § 2 3° | Beschluss zur Festlegung der Regelungen für die Provinzialabgaben und -steuern mit Ausnahme der Zuschlagshunderstel zum Immobilienvorabzug. | |
| Artikel L3131-1 § 2 4° | Beschluss zur Neuverteilung der Anleihen. | Die Abschrift der Vereinbarung mit dem Finanzinstitut über die Neuverteilung der Anleihen. Die Kopie der Tabelle der Schuld (mit Angabe der Art der durch die Anleihe finanzierten Investition), mit der durch die Neuverteilung hervorgebrachten Anpassung (neue Fälligkeiten, usw.). |

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|--|---|
| Artikel L3131-1 § 2 5° | Jahresabschlüsse der Provinz und der Provinzialregionen. | <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Beratung des Provinzkollegiums zur Bescheinigung der Rechnungen. 2. Der Bericht gemäß Art. L1122-23 des Kodex. 3. Die Veröffentlichungsbekanntmachung. 4. Der Bericht des Provinzkollegiums über die Durchführung des Haushaltsplans (insbesondere über die Durchführungsquote der Investitionen und die Entwicklung der Funktionskosten). 5. Die Liste pro Artikel der verschobenen Verpflichtungen (Dokument T). 6. Die Liste pro Artikel der festgestellten Rechte, die noch bezahlt werden müssen. 7. Die Bilanzen der allgemeinen und besonderen Konten (ausgeglichene Bilanzen: ein allgemeines Konto mit seinen besonderen Konten). 8. Die Summierung des Journals der allgemeinen Buchhaltung und die Summierung der Bilanz der allgemeinen Konten, ggf. mit der Begründung der Abweichungen. 9. Die erklärende Liste der "verschiedenen Verrichtungen" (opérations diverses - OD -). 10. Das von dem Einnehmer aufgestellte Dokument zur Bescheinigung der Übereinstimmung zwischen der Buchführung und dem Kassenbestand. 11. Die Liste der gewählten Submittenten für öffentliche Aufträge (Artikel L1312-1 Absatz 2 und L2231-8 des Kodex). 12. Die Bankauszüge am 31. Dezember mit der Liste der Wiederherstellungen des Kassenbestands. 13. Das vom föderalen öffentlichen Dienst Finanzen bereitgestellte Dokument 173X. 14. Der Datenträger für die Kontrolle der Anlage (und/oder Papierträger) - wird ggf. durch die analytische Synthese ersetzt. 15. Für den außerordentlichen Dienst, die Verteilung nach Artikel der Haushaltsmittel, die für die Finanzierung der Verpflichtungen bestimmt sind und die für die erfolgten Zahlungen benutzten Kassenmittel. 16. Die detaillierte Liste pro Haushaltsartikel der angerechneten ordentlichen und nicht ordentlichen nicht eintreibbaren Forderungen, mit den entsprechenden Bezeichnungen und Begründungen. 17. Die Belege für die von den Interkommunalen erhaltenen Dividenden. 18. Die Schlussseite der Bilanz der Artikel des Haushaltsplans. 19. Die Schlussseite des Journals der Artikel des Haushaltsplans. |

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|--|---|
| | | <p>20. Die Liste der juristischen Personen und faktischen Vereinigungen, die Zuschüsse erhalten, nach dem beigefügten Muster.</p> <p>21. Die Rechnung der Regie(n) oder die Bescheinigung des (der) Buchführer(s) der Regie(n) zur Bescheinigung der Höhe des Defizits oder des Gewinns, der der gemeinsamen Kasse zu übertragen ist.</p> <p>22. Die Beratungen des Provinzialrats, in denen er seine Befugnisse dem Kollegium überträgt, für was die Aufträge bezüglich der täglichen Führung (und/oder der kleinen Investitionen) betrifft.</p> |
| Artikel L3131-1 § 4 1° | Schaffung und Erwerb einer Beteiligung in einer Interkommunale, einer autonomen Provinzialregie oder einer Projektvereinigung. | <p><i>a.</i> Schaffung. Der Entwurf der Satzungen der Interkommunale, der autonomen Provinzialregie oder der Projektvereinigung</p> <p><i>b.</i> Erwerb einer Beteiligung. Die (aktualisierten) Satzungen der Interkommunale, der autonomen Regie oder der Projektvereinigung.</p> |
| Artikel L3131 § 4 2° | Übertragung auf eine Provinzialregie (ordentliche Regie). | <p>Das allgemeine Verzeichnis des Vermögens und der Einlagen, die der Regie übertragen werden. Die Anfangsbilanz. Der erste Haushaltsplan der Regie.</p> |
| | Vollmachtserteilung in Sachen Geschäftsführung an eine Interkommunale, eine Projektvereinigung, eine autonome Provinzialregie, eine öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Vereinigung oder Gesellschaft oder eine natürliche Person. | Begründung dieser Vollmachtserteilung durch den Provinzialrat. |
| Artikel L3131-1 § 4 3° | Beschluss zur Schaffung und Erwerb einer Beteiligung in einer Vereinigung oder einer Gesellschaft öffentlichen oder privaten Rechts (mit Ausnahme einer Interkommunale oder einer Projektvereinigung), wobei Kosten zu Lasten der Provinzfinanzen entstehen könnten. | <p><i>a.</i> Teilnahme an der Schaffung oder Erwerb einer ersten Beteiligung; Die Satzungen der betroffenen Vereinigung oder Gesellschaft.</p> <p><i>b.</i> Erwerb einer späteren Beteiligung. Die Änderungen an den Satzungen.</p> |
| Artikel L3131-1 § 4 4° | Beschluss zur Verabschiedung der Satzungen (und der Satzungsänderungen) einer autonomen Gemeinderegierung oder einer Projektvereinigung. | Die ursprünglichen oder früheren Satzungen falls diese geändert wurden. |

Autonome Provinzialregie
Allgemeine Annullierungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|--------------------|--|--|
| Artikel L3122-4 1° | Beratung des Provinzialrats zur Benennung der Mitglieder des Verwaltungsrats (einschließlich der individuellen Ersetzungen). | Berechnung nach dem d'Hondt-Schlüssel. |
| | Beratung des Verwaltungsrats zur Benennung der Mitglieder des Direktionsausschusses (einschließlich der individuellen Ersetzungen). | |
| Artikel L3122-4 2° | Beratung des Provinzialrats zur Benennung der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare und des Revisors, das Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren ist. | Benennung des Revisors: <ul style="list-style-type: none"> • Die Schreiben in Bezug auf die Angebotsanfrage. • Die erhaltenen Angebote. • Das Sonderlastenheft. • Die Analyse der Angebote. • Die Begründung des Beschlusses. |
| Artikel L3122-4 3° | Gewährung einer Entlohnung, eines Anwesenheitsgeldes, oder irgendeines Vorteils an die Mitglieder der Verwaltungsorgane. | |

Projektvereinigung
Allgemeine Annullierungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|--------------------|---|--|
| Artikel L3122-4 1° | Physische Zusammensetzung der Verwaltungsorgane. | Für den Verwaltungsausschuss oder die individuelle Ersetzung: <ul style="list-style-type: none"> • Beschlüsse der Räte (Gemeinden, Provinz, ÖSHZ) zur Bescheinigung der Gruppierungserklärungen • Berechnung nach dem d'Hondt-Schlüssel • Höchstanzahl der zu benennenden Mitglieder des Verwaltungsausschusses • Ehrenwörtliche Erklärungen bezüglich der Einhaltung von Art. L1531-2 § 3 des Kodex • Verpflichtungserklärungen (Art. L-1532-1 § 1 des Kodex) Für den Vorsitzenden: <ul style="list-style-type: none"> • Benennung durch den Verwaltungsausschuss |
| Artikel L3122-4 2° | Beschluss des Verwaltungsausschusses zur Benennung des Revisors, der Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren ist. | Benennung des Revisors: <ul style="list-style-type: none"> • Die Schreiben in Bezug auf die Angebotsanfrage. • Die erhaltenen Angebote. • Das Sonderlastenheft. • Die Analyse der Angebote. • Die Begründung des Beschlusses. |
| Artikel L3122-4 3° | Die Beratungen der verbundenen Gemeinderäte zur Genehmigung der Gewährung eines Anwesenheitsgeldes an die Mitglieder der Verwaltungsorgane in den Grenzen des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel L1532-3 des Kodex. | |

Interkommunale
Allgemeine Annullierungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|--------------------|---|--|
| Artikel L3122-3 1° | Verabschiedung des strategischen Plans. | Die Belege gemäß Art. L1523-13 § 4 Absatz 2 des Kodex Die Kopie des datierten Schreibens zur Übermittlung des strategischen Plans an die Gesellschafter und alle Mitglieder der verbundenen Gemeinde- und Provinzialräte. Die Beratungen der verbundenen Gemeinde- und Provinzialräte über den strategischen Plan. |
| Artikel L3122-3 2° | Erwerb einer Beteiligung an jeglicher öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen juristischen Person. | Die ursprünglichen Satzungen (im Falle einer Bildung) oder aktualisierten Satzungen der juristischen Person |
| Artikel L3122-3 3° | Beschluss des Vergütungsausschusses (Entlohnungen und Vorteile in Zusammenhang mit den Leitungsfunktionen). | Die Grundsatzentscheidung |
| Artikel L3122-3 3° | Beschluss der Generalversammlung auf Empfehlung des Vergütungsausschusses. | Die Empfehlung des Vergütungsausschusses. Die berücksichtigten Zahlen für die 3 Berechnungskriterien (Bevölkerung, Umsätze und beschäftigtes Personal). |
| Artikel L3122-3 4° | 1. Beschluss zur Festlegung der Ausschreibeprozedur für öffentliche Aufträge. | Das Sonderlastenheft (nur die administrativen Klauseln) und eine detaillierte Veranschlagung des Betrags des Auftrags. Ggf. der Entwurf der Auftragsbekanntmachung. |
| | 2. Beschluss zur Vergabe von öffentlichen Aufträgen. | Ggf. das Protokoll zur Eröffnung der Angebote. Der Bericht über die Analyse der Angebote. Die Begründung, die den Bewerbern und Submittenten übermittelt wird. |
| | 3. Nachträge zu diesen Aufträgen. | Der Prozentsatz im Verhältnis zum ursprünglichen Betrag des Auftrags. |
| Artikel L3122-3 5° | Beschluss zur Gewährung von Zuschüssen. | Ggf. die Bescheinigung, dass die Belege zum Zeitpunkt des Antrags auf Zuschuss vom Bezugsberechtigten übermittelt worden sind. Ggf. die mit der Vereinigung geschlossene Vereinbarung. |
| Artikel L3122-3 6° | Benennung der Mitglieder des Kollegiums der Bücherrevisoren. | Benennung des Revisors: <ul style="list-style-type: none"> • Die Schreiben in Bezug auf die Angebotsanfrage. • Die erhaltenen Angebote. • Das Sonderlastenheft. • Die Analyse der Angebote. • Die Begründung des Beschlusses. |
| Artikel L3122-3 7° | Physische Zusammensetzung der Verwaltungsorgane. | Ursprüngliche oder abändernde Zusammensetzung Für die Verwaltungsräte: <ul style="list-style-type: none"> • Beschlüsse der Räte (Gemeinde, Provinz, ÖSHZ) zur Bescheinigung der Gruppierungserklärungen. • Berechnung nach dem d'Hondt-Schlüssel. • die etwaigen Akte zur Vorstellung der Verwalterkandidaten durch die öffentlichen oder privaten Gesellschafter. • die Anzahl der zu benennenden Verwalter. • Ehrenwörtliche Erklärungen bezüglich der Einhaltung von Art. L1531-2 § 3 des Kodex. • Verpflichtungserklärungen (Art. L-1532-1 § 1 des Kodex). |

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|--------------------|---|--|
| | | <p>Für die beschränkten Organe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Berechnung nach dem d'Hondt-Schlüssel. • die Anzahl der zu benennenden Verwalter. • Ehrenwörtliche Erklärungen bezüglich der Einhaltung von Art. L1531-2 § 2 des Kodex. • Verpflichtungserklärungen (Art. L-1532-1 § 1 des Kodex). <p>Im Falle einer individuellen Ersetzung.</p> <p>Für die Verwaltungsräte:</p> <ul style="list-style-type: none"> • die politische Zugehörigkeit des neuen Verwalters (nach eventueller Listen-gruppierung). • der etwaige Akte zur Vorstellung des Verwalterkandidaten durch den öffentlichen oder privaten Gesellschafter. • Ehrenwörtliche Erklärungen bezüglich der Einhaltung von Art. L1531-2 § 3 des Kodex. • die Verpflichtungserklärung (Art. L-1532-1, § 1 des Kodex). <p>Für die beschränkten Organe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ehrenwörtliche Erklärungen bezüglich der Einhaltung von Art. L1531-2, § 2 des Kodex. • die politische Zugehörigkeit des neuen Verwalters (nach eventueller Listen-gruppierung) |
| Artikel L3122-3 8° | Geschäftsordnung eines jeden der Verwaltungsorgane. | Der Beschluss der Generalversammlung zur Bestimmung des Mindestinhalts der Geschäftsordnung (Art. L1523-14 8° bis 10° des Kodex). Der Wortlaut der Geschäftsordnung vor dieser Abänderung. |
| Artikel L3122-3 9° | Beschluss zur Gewährung einer Anleihebürgschaft. | Der Anleihebeschluss der anspruchsberechtigten Einrichtung (mit einer Kopie des Anleihevertrags und der Angabe des Zwecks der Anleihe). Die Zustimmung des Darlehensgebers betreffend die Bürgschaft. Die spezifischen Bedingungen betreffend die Bürgschaft. Die Liste der von der Interkommunale gewährten und noch immer aktiven Bürgschaften. Die Finanzlage der anspruchsberechtigten Einrichtung (Bilanz, Konten sowie ein Rechenschaftsbericht und ein Bericht über die Finanzlage). Ggf. die mit der Vereinigung geschlossene Vereinbarung. |

Interkommunale
Besondere Genehmigungsaufsicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betroffener Akt</i> | <i>Beleg(e)</i> |
|------------------------|--|---|
| Artikel L3131-1 § 3 2° | Jahresrechnungen. | 1. Der vom Verwaltungsrat erstellte Rechenschaftsbericht 2. Der Bericht des Kollegiums der Bücherrevisoren. 3. Der vollständige Bericht des Revisors. 4. Was die Genossenschaften mit beschränkter Haftung und die Aktiengesellschaften betrifft, die Bilanz wie von der Belgischen Nationalbank dargelegt. Die Belege gemäß Art. L1523-16 des Kodex. 6. Die Kopie des datierten Schreibens zur Übermittlung der Konten an die Gesellschafter und alle Mitglieder der verbundenen Gemeinde- und Provinzialräte. 7. Die Beratungen der verbundenen Gemeinde- und Provinzialräte über die Konten. |
| Artikel L3131-1 § 3 4° | Verwaltungsstatut, Besoldungsstatut, Stellenplan, Schaffung von vertragsgebundenen Arbeitsstellen und auf das Vertragspersonal anwendbare allgemeine Bestimmungen (z.B. die Arbeitsordnung). | Die Grundsatzentscheidung. Der Bericht und das Protokoll der Gewerkschaftsverhandlung oder das Protokoll der gewerkschaftlichen Konzertierung. |
| Artikel L3131-1 § 4 5° | Annahme der Satzungen und Satzungsabänderungen. | Die authentische Urkunde. |

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2008/200840]

14 FEBRUARI 2008. — Omzendbrief betreffende de bewijsstukken

Aan de Dames en Heren,

de Voorzitters en de Leden van de Gemeentecolleges,
de Voorzitters en de Leden van de Provinciecolleges,
de Voorzitters van de Intercommunales,
de Voorzitters van de projectverenigingen,
de Voorzitters van de autonome gemeentebedrijven,
de Voorzitters van de autonome provinciebedrijven
Aan mevrouw en de heren Provinciegouverneurs

Ter informatie aan de Dames en Heren :

Provinciegriffiers,
Gemeentesecretarissen,
Gemeenteontvangers
Plaatselijke ontvangers

Dames,

Heren,

Het decreet van 22 november 2007, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 december 2007, wijzigt een aantal bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie die betrekking hebben op de uitoefening van het administratief toezicht op de lokale overheden om de uitoefening ervan te optimaliseren.

Uit de toepassing van het toezichtsdecreet van 1 april 1999 is gebleken dat de volgende wijzigingen moeten aangebracht worden.

Ten eerste wordt het toepassingsgebied van het administratief toezicht uitgebreid tot de nieuwe beheerswijzen zoals de autonome gemeentebedrijven en provinciebedrijven, alsook de projectverenigingen.

Vervolgens, als bijzonder goedkeuringstoezicht, wordt de toezichtsbevoegdheid over de gemeentelijke beslissingen betreffende de deelneming aan een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap, de oprichting van een autonoom gemeentebedrijf of beheersdelegaties aan andere publiek- of privaatrechtelijke structuren of aan een natuurlijke persoon, aan de Waalse Regering toegekend zodat zij een algemeen beeld van de para-lokale werkelijkheid kan krijgen en zo een coherente analyse kan maken.

De provinciale rekeningen maken voortaan het voorwerp uit van een goedkeuringstoezicht uitgeoefend door de Waalse Regering.

Uit zorg voor de efficiëntie en de vereenvoudiging gaan bepaalde akten van het bijzonder goedkeuringstoezicht over naar het algemeen vernietigingstoezicht als akten die verplicht overdraagbaar zijn.

Het gaat hier om de leningswaarborgen en de aanwijzing van de leden van de beheersorganen en van het college van controleurs der rekeningen en/of de revisor in de intercommunales.

De aanvullende belasting op de personenbelasting en de belastingenopcentiemen op de onroerende voorheffing worden ook van het bijzonder goedkeuringstoezicht naar het algemeen verplicht toezicht overgedragen om de gemeenten en provincies de mogelijkheid te geven om de termijnen inzake aanneming en inwerkingtreding van hun reglement tot vaststelling van het percentage van deze opcentiemen beter te beheren.

Voor het algemeen vernietigingstoezicht tenslotte, bestaat de wijziging in de bepaling van een lijst van akten die door de plaatselijke besturen overgedragen moeten worden.

Worden hiermee bedoeld, de overheidsopdrachten, de toekenning van bezoldigingen aan de mandatarissen en de leden van de kabinetten, de huishoudelijke reglementen, de toekenning van subsidies.

Het gaat om een beperkt aantal belangrijke akten waarvoor een systematisch onderzoek gegrond is, in plaats van een toevallig onderzoek na de indiening van een klacht.

Het starten van de termijn voor de uitoefening van het toezicht wordt door artikel L3113-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie onderworpen aan het ontvangen van de akte met de bewijsstukken.

Volgens de definitie van het nieuwe artikel L3111-2, 3° van het Wetboek, gaat het om "alle documenten en bijlagen waarmee de administratieve akten bewezen kunnen worden. Het dossier dat voorgelegd wordt aan de leden van het orgaan dat de beslissing aangenomen heeft of aan het orgaan zelf, is onder meer een bewijsstuk".

De nagestreefde doelstelling bestaat erin de overdracht van omvangrijke irrelevante documenten te vermijden. Om aldus tegemoet te komen aan de doelstelling inzake optimalisering van de uitoefening van het toezicht, bevat deze omzendbrief de bewijsstukken die moeten gevoegd worden bij de akten onderworpen aan een verplichte overdracht om te zorgen voor de volledigheid van de dossiers die door de toezichthoudende overheid moeten onderzocht worden zowel op het vlak van het bijzonder goedkeuringstoezicht als op het vlak van het algemeen vernietigingstoezicht.

Zodra de volledige dossiers door de toezichthoudende overheid worden ontvangen, begint de termijn waarover ze beschikt om te beslissen, te lopen, zelfs als ze voor de noodwendigheden van het onderzoek bijkomende stukken of inlichtingen eist zoals artikel L3112 van het Wetboek het toelaat.

Afgezien van de akten die het voorwerp uitmaken van een verplichte overdracht, bepaalt het nieuwe artikel L3122-5 van het Wetboek dat de Waalse Regering van de overheden bedoeld in artikel L3111-1, § 1, kan eisen dat elk besluit dat zij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt.

Aangezien het hier gaat om bijzondere akten zal het schrijven in beroep van het dossier in elk geval de lijst bevatten van de eraan toe te voegen bewijsstukken die na hun ontvangst de termijn van toezicht zullen doen starten.

Het is tenslotte vanzelfsprekend dat mijn departement zorg blijft dragen voor de behoeften van de plaatselijke besturen die betrekking hebben op de akten die aan geen enkele decretale verplichting inzake overdracht worden onderworpen. Zonder van systematiek te spreken om te vermijden dat het beginsel van de verantwoordelijke autonomie bevestigd door het Europees Handvest inzake lokale autonomie volledig wordt uitgehold, zal het onderzoek van bijzondere toestanden op uitdrukkelijk verzoek van de plaatselijke besturen uitgevoerd worden in een constructieve sfeer die overleg en dialoog zal nastreven.

Bijzondere aanbevelingen.

1. Voor zover nodig wil ik u herinneren aan de verplichting om elke eenzijdige rechtshandeling met individuele strekking die uitgaat van een administratieve overheid en die beoogt rechtsgevolgen te hebben voor één of meer burgers of en andere administratieve overheid formeel te motiveren.

De opgelegde motivering moet in de akte de juridische en feitelijke overwegingen vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen. Zij moet afdoende zijn (artikel 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen).

2. Om redenen van goed bestuur en om de leden van de beraadslagende vergaderingen de mogelijkheid te bieden om met perfecte kennis van zaken te beslissen, kan ik u aanraden om bij elk ontwerp van beraadslaging met een financiële impact een raming van deze impact te voegen.

Voor sommige investeringen in het bijzonder wordt de financiële impact niet beperkt tot de schuldenlast maar ook tot de toekomstige uitgaven inzake personeel en werking.

3. Ik wil de aandacht van de intercommunales meer bepaald vestigen op de noodzaak om voortaan, naast de bewijsstukken, uittreksels van het register der beraadslagingen van de organen over te maken met de lijst van de aanwezigen, een memorie van toelichting en de beslissing met de uitslag van de stemming en niet meer het proces-verbaal in zijn geheel.

4. Ik leg de nadruk op de noodzaak om gecoördineerde teksten op te stellen om de leesbaarheid van de beslissingen van de plaatselijke overheden te verbeteren. Dit geldt voor de huishoudelijke reglementen die als basis moeten dienen voor de harmonieuze en democratische werking van de vergaderingen en de reglementen van inwendig bestuur die voor het bedoelde publiek goed toegankelijk moeten zijn, of het nu gaat om de burgers of de plaatselijke personeelsleden. Hetzelfde geldt voor het scheppen van alle openbare betrekkingen waarvan de structurering een zichtbaarheid op de organisatie moet geven in functie van de nagestreefde doelstellingen.

Deze gecoördineerde documenten zullen toegankelijk zijn voor de administraties die er mee belast zijn de dossiers van toezicht te behandelen om hen een globale visie van de behandelde problematiek te geven.

5. De lijst met de bewijsstukken in bijlage vermeldt de gegevens niet die nodig zijn voor de opvolging van de beheersplannen. Het is vanzelfsprekend dat voor de plaatselijke besturen die er rechtstreeks aan worden onderworpen of als geconsolideerd orgaan, men het bewijs dient te leveren van de conformiteit van de beraadslagingen met een financiële werkslag met het plan en de boordtabellen van opvolging.

Tenslotte herinner ik u eraan dat, overeenkomstig het Algemeen reglement op de boekhouding, een budgettaire uitgave pas na de vastlegging, de aanrekening en de betaalbaarstelling door het college aangezuiverd mag worden. Dit betekent dus dat kredietkaarten niet worden toegelaten.

Hoe dan ook worden de representatiekosten i.v.m. de uitoefening van de functie van de mandatarissen achteraf terugbetaald na overlegging van een bewijsstuk.

Voor elke bijkomende informatie kunt u bij mijn administratie terecht, volgens de aanwijzingen vermeld in bijlage.

Namen, 14 februari 2008.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

NUTTIGE ADRESSEN

Voor de akten die aan de Regering dienen overgemaakt te worden :

Minister van Binnenlandse Aangelegenheden

Direction générale des Pouvoirs locaux

Rue Van Opré 91-95, à 5100 Namur (Jambes)

Contactpersonen :

Cellule Fonction publique locale

Jean-Pierre Thomas, directeur f.f., 081-32 37 91 - jp.thomas@mrw.wallonie.be

Cellule Finances locales

Michel Charlier, directeur, 081-32 37 42 - m.charlier@mrw.wallonie.be

Cellule Institutions locales

Rudy Jansemme, directeur, 081-32 32 11 - r.jansemme@mrw.wallonie.be

Direction des Entreprises publiques

Pierre Demeffe, directeur, 081-32 32 25 - p.demeffe@mrw.wallonie.be

Cellule Marchés publics

Paul Beckers, premier attaché, 081-32 36 73 - p.beckers@mrw.wallonie.be

Voor de akten die aan de Provinciecolleges dienen overgemaakt te worden :

Provincie Waals-Brabant :

Collège provincial

Bâtiment Archimède

Avenue Einstein 2, Bloc D, 1300 Wavre

Service extérieur de la DGPL

Chaussée de Collines 52, bâtiment C, 1300 Wavre

Hugues de Suray, directeur, 010-23 55 55 - h.desuray@mrw.wallonie.be

Provincie Henegouwen :

Collège provincial

Rue Verte 13, 7000 Mons

Service extérieur de la DGPL

Rue Achille Legrand 16, 7000 Mons

André Bortoluzzi, directeur, 065-32 81 01 - a.bortoluzzi@mrw.wallonie.be

Provincie Luik :

Collège provincial

Place Saint-Lambert 18a, 4000 Liège

Service extérieur de la DGPL

Rue Montagne Sainte-Walburge 2, 4000 Liège

Josette Finck, directrice, 04-224 56 00 - j.finck@mrw.wallonie.be

Provincie Luxemburg :

Collège provincial

Place Léopold I^{er}, 6700 Arlon

Service extérieur de la DGPL

Place Didier 45, 6700 Arlon

Charles Dehem, directeur, 063-58 90 86 - c.dehem@mrw.wallonie.be

Provincie Namen :

Collège provincial

Place Saint-Aubain 2, 5000 Namur

Service extérieur de la DGPL

Place Falmagne 1, 5000 Namur

Jean-Marie Matagne, directeur, 081-25 72 13 - jm.matagne@mrw.wallonie.be

BIJLAGE

Gemeente
Algemeen vernietigingstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|----------------------|---|--|
| Artikel L3122-2, 1° | Beslissing tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad of een wijziging ervan. | De tekst van het huishoudelijk reglement vóór de wijziging. |
| Artikel L3122-2, 2° | Beslissing tot toekenning van een vergoeding, aanwezigheidsgeld of een voordeel van allerlei aard aan de leden van de gemeenteraad en het gemeentecollege. | |
| Artikel L3122-2, 3° | Beslissing tot toekenning van vergoedingen of voordelen van allerlei aard, toegekend aan de leden van het personeel van het secretariaat van het gemeentecollege. | |
| Artikel L3122-2, 4° | 1. Beslissing tot vaststelling van de gunningswijze van overheidsopdrachten. | Het bijzondere bestek (uitsluitend de administratieve clausules) en omstandige raming van het bedrag van de opdracht. In voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van de opdracht. |
| | 2. Beslissing tot gunning van de overheidsopdrachten. | In voorkomend geval, het procesverbaal van opening van de offertes Het verslag van de analyse van de offertes. De motivering die aan de kandidaten en inschrijvers wordt meegedeeld |
| | 3. Aanhangsels bij deze opdrachten. | Het percentage t.o.v. het oorspronkelijke bedrag van de opdracht |
| Artikel L 3122-2, 5° | Beslissing tot toekenning van een toelage. | In voorkomend geval, de certificatie dat de bewijsstukken door de begunstigde werden overgemaakt bij de toelageaanvraag (eventueel in de consideransen van de beraadslaging). In voorkomend geval, de overeenkomst gesloten met de vereniging. |
| Artikel L 3122-2, 6° | Beslissing tot toekenning van een leningswaarborg. | De beslissing tot lening van de begunstigde instelling (met afschrift van de leningsovereenkomst en doel van de lening). De toestemming van de leningsinstelling betreffende de garantie. De specifieke voorwaarden betreffende de garantie. De lijst van de garanties, de bedragen en de begunstigden van de garanties toegekend door de gemeente en nog steeds actief. De financiële toestand van de begunstigde instelling (balans, rekening alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand). In voorkomend geval, de overeenkomst gesloten met de vereniging |
| Artikel L 3122-2, 7° | Beslissing tot vaststelling van de opcentiemen op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing | |

Gemeente
Bijzonder goedkeuringstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------|---|---|
| Artikel L3131-1, § 1, 1° | Beslissing tot vaststelling van de gemeentelijke begroting, de begroting van de gemeentebedrijven, de budgettaire wijzigingen en de overdrachten van uitgavenkredieten. | Degene die worden bepaald in de jaarlijkse begrotingsomzendbrief (zie o.a. punt IV 4 van de omzendbrief van 4 oktober 2007, zonder de specifieke bijlagen te vergeten). |
| Artikel L3131-1, § 1, 2° | Algemene bepalingen betreffende het personeel administratief statuut, geldelijk statuut, arbeidsreglement, formatie en andere algemene bepalingen die van toepassing zijn op de contractuele personeelsleden. | Het proces-verbaal van overleg gemeente/O.C.M.W. Het proces-verbaal en het protocol van syndicale onderhandeling of het proces-verbaal van syndicaal overleg. Het statuut, reglement, formatie of andere bepaling vóór wijziging. |
| Artikel L3131-1, § 1, 3° | Beslissing tot vaststelling van de reglementen betreffende de gemeentereïtributies en -belastingen, met uitzondering van de opcentiemen op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing. | |
| Artikel L3131-1, § 1, 4° | Beslissing tot vaststelling van de herschikkingen van de leningen. | Het afschrift van de herschikkingsovereenkomst met de financiële instelling Het afschrift van de tabel van de schuld (met vermelding van de aard van de investering die door de lening wordt gefinancierd) aangepast met de herschikking (nieuwe termijnen...). |
| Artikel L3131-1, § 1, 6° | Jaarrekeningen van de gemeente en van de gemeentebedrijven. | <ol style="list-style-type: none"> 1. De beraadslaging van het gemeentecollege waarbij de rekeningen worden bevestigd 2. Het verslag zoals bepaald bij artikel L1122-23 van het Wetboek. 3. Het bericht van bekendmaking. 4. Het verslag van het gemeentecollege over de uitvoering van de begroting (o.a. over het uitvoeringspercentage van de investeringen en over de evolutie van de werkingskosten). 5. De lijst per artikel van de overgedragen vastleggingen (document T). 6. De lijst per artikel van de vastgestelde rechten die nog aangezuiverd moeten worden. 7. De balansen van de algemene rekeningen en de bijzondere rekeningen (in overeenstemming gebracht : een algemene rekening met zijn bijzondere rekeningen). 8. De totalisatie van het journaal van de algemene boekhouding en de totalisatie van de balans van de algemene rekeningen met, in voorkomend geval, de rechtvaardiging van de verschillen. 9. De uiteenzetting van de diverse verrichtingen (DV). 10. Het document opgemaakt door de ontvanger waaruit de overeenstemming van de boekingen met de kasmiddelen blijkt. 11. De lijst van de aannemers van de overheidsopdrachten (artiklen L1312-1, tweede lid en L2231-8 van het Wetboek). 12. De uittreksels op 31 december van de bankrekeningen met de lijst van de reconstituties van de thesaurie. |

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------------------|---|--|
| | | <p>13. Het document 173X verstrekt door de Federale Overheidsdienst Financiën.</p> <p>14. De elektronische informatiedrager van de controle van de bijlage (en/of op papier) desgevallend te vervangen door de analytische synthese.</p> <p>15. Voor de buitengewone dienst, de opdeling per artikel van de middelen bestemd voor de financiering van de vastleggingen en de thesaurie gebruikt voor de uitgevoerde betalingen.</p> <p>16. De gedetailleerde lijst per begrotingsartikel van de in rekening gebrachte gewone en buitengewone onverhaalbare posten met de omschrijvingen en de rechtvaardiging ervan.</p> <p>17. De bewijsstukken van de dividenden ontvangen van de intercommunales.</p> <p>18. De slotpagina van de balans van de begrotingsartikelen.</p> <p>19. De slotpagina van het journaal van de begrotingsartikelen.</p> <p>20. De lijst van de rechtspersonen en feitelijke verenigingen die subsidies krijgen, volgens het model in bijlage.</p> <p>21. De rekening van het/de bedrij(f)- (ven) of attest(en) van de boekhouder(s) van het/de bedrij(f)(ven) die het bedrag van het verlies of van de winst die aan de gemeenschappelijke kas moet worden teruggestort.</p> <p>22. De bladzijde van de rekening (bij gebrek: van de begroting) van het O.C.M.W. en van de politiezone waarop de gemeentelijke subsidie wordt vermeld.</p> <p>23. De beraadslagingen van de gemeenteraad waarin zijn bevoegdheid voor de opdrachten betreffende het dagelijks beheer (en/of kleine investeringen) aan het college worden overgedragen.</p> |
| Artikel L3131-1, § 4, 1 ^o | Oprichting van en participatie in een intercommunale, een autonoom gemeentebedrijf of een projectvereniging. | <p><i>a.</i> Oprichting. Het ontwerp van statuten van de intercommunale, van het autonoom bedrijf of van de vereniging.</p> <p><i>b.</i> Participatie. De statuten (bijgehouden) van de intercommunale, van het autonoom bedrijf of van de vereniging.</p> |
| Artikel L3131, § 4, 2 ^o | Het toevertrouwen van taken aan gemeentebedrijven (gewoon bedrijf). | De algemene inventaris van het patrimonium en van de inbrengen die naar het bedrijf worden overgeheveld. De beginbalans. De eerste begroting van het bedrijf. |
| | De overdracht van het beheer aan een intercommunale, een projectvereniging, een autonoom gemeentebedrijf, een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap of een natuurlijke persoon. | Motivering van de overdracht door de gemeenteraad. |

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------|---|--|
| Artikel L3131-1, § 4, 3° | Beslissing met als doel de oprichting van en de participatie in een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap ander dan intercommunale of projectvereniging, die de gemeentelijke financiën kan verbinden | a. Deelname aan de oprichting of eerste participatie : De statuten van de betrokken vereniging of vennootschap. b. Latere deelname : De statutaire wijzigingen. |
| Artikel L3131-1, § 4, 4° | Beraadslaging van de gemeenteraad houdende goedkeuring van de statuten (en de statutaire wijzigingen) van een autonoom gemeentebedrijf of een projectvereniging. | De oorspronkelijke statuten of de oude statuten als deze gewijzigd zijn. |

Autonoom gemeentebedrijf
Algemeen vernietigingstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|---------------------|--|--|
| Artikel L3122-4, 1° | Beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de leden van de raad van bestuur worden aangewezen (met inbegrip van de individuele vervangingen). | De berekening van de d'Hondt sleutel. |
| | Beraadslaging van de raad van bestuur waarbij de leden van het directiecomité worden aangewezen (met inbegrip van de individuele vervangingen). | |
| Artikel L3122-4, 2° | Beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de leden van het college der commissarissen en de revisor lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren worden aangewezen. | Aanwijzing van de revisor : • De brieven van de offerteaanvraag. • De ontvangen offertes. • Het bijzondere bestek. • De analyse van de offertes. • De motivering van de beslissing. |
| Artikel L3122-4, 3° | Toekenning van een vergoeding, aanwezigheidsgeld of een voordeel van allerlei aard aan de leden van de beheersorganen. | |

Provincie
Algemeen vernietigingstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|---------------------|--|--|
| Artikel L3122-2, 1° | Beslissing tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de provincie of een wijziging ervan. | De tekst van het huishoudelijk reglement vóór de wijziging. |
| Artikel L3122-2, 2° | Beslissing tot toekenning van een vergoeding, aanwezigheidsgeld of een voordeel van allerlei aard aan de leden van de gemeenteraad en het provinciecollege. | |
| Artikel L3122-2, 3° | Beslissing tot toekenning van vergoedingen of voordelen van allerlei aard, toegekend aan de leden van het personeel van het secretariaat van het provinciecollege. | |
| Artikel L3122-2, 4° | 1. Beslissing houdende de gunningswijze van overheidsopdrachten. | Het bijzondere bestek (uitsluitend de administratieve clausules) en de omstandige raming van het bedrag van de opdracht. In voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van de opdracht. |
| | 2. Beslissing tot gunning van de overheidsopdrachten. | In voorkomend geval, het procesverbaal van opening van de offertes. Het verslag van de analyse van de offertes. De motivering die aan de kandidaten en inschrijvers wordt meegedeeld. |
| | 3. Aanhangsels bij deze opdrachten. | Het percentage t.o.v. het oorspronkelijke bedrag van de opdracht. |

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|----------------------|--|--|
| Artikel L 3122-2, 5° | Beslissing tot toekenning van toelagen. | In voorkomend geval, de certificatie dat de bewijsstukken door de begunstigde werden overgemaakt bij de toelageaanvraag. In voorkomend geval, de overeenkomst gesloten met de vereniging. |
| Artikel L 3122-2, 6° | Beslissing tot toekenning van een leningswaarborg. | De beslissing tot lening van de begunstigde instelling (met afschrift van de leningsovereenkomst en doel van de lening). De toestemming van de leningsinstelling betreffende de waarborg. De specifieke voorwaarden betreffende de waarborg. De lijst van de garanties, de bedragen en de begunstigten van de garanties toegekend door de provincie en nog steeds actief. De financiële toestand van de begunstigde instelling (balans, rekening alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand). In voorkomend geval, de overeenkomst gesloten met de vereniging. |
| Artikel L 3122-2, 7° | Beslissingen tot vaststelling van de opcentiemen op de onroerende voorheffing. | |

Provincie
Bijzonder goedkeuringstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------|---|---|
| Artikel L3131-1, § 2, 1° | Beslissing tot vaststelling van de provinciale begroting, de begroting van de provinciale bedrijven, de budgettaire wijzigingen en de overdrachten van uitgaankredieten. | Degene die worden bepaald in de jaarlijkse begrotingsomzendbrief (zie o.a. punt II 12 van de omzendbrief van 13 september 2007, zonder de specifieke bijlagen te vergeten). |
| Artikel L3131-1, § 2, 2° | Algemene bepalingen betreffende het personeel : administratief statuut, geldelijk statuut, arbeidsreglement, formatie en andere algemene bepalingen die van toepassing zijn op de contractuele personeelsleden. | Het proces-verbaal en het protocol van syndicale onderhandeling of het proces-verbaal van syndicaal overleg Het statuut, reglement, formatie of andere bepaling vóór wijziging. |
| Artikel L3131-1, § 2, 3° | Beslissing tot vaststelling van de reglementen inzake de provinciereducties en -belastingen, met uitzondering van de opcentiemen op de onroerende voorheffing. | |
| Artikel L3131-1, § 2, 4° | Beslissing tot vaststelling van de herschikkingen van de leningen. | Het afschrift van de herschikkingsovereenkomst met de financiële instelling. Het afschrift van de tabel van de schuld (met vermelding van de aard van de investering die door de lening wordt gefinancierd) aangepast met de herschikking (nieuwe termijnen...). |

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------|---|--|
| Artikel L3131-1, § 2, 5° | Jaarrekeningen van de provincie en van de provinciebedrijven. | <ol style="list-style-type: none"> 1. De beraadslaging van het provinciecollege waarbij de rekeningen worden bevestigd 2. Het verslag zoals bepaald bij artikel L1122-23 van het Wetboek. 3. Het bericht van bekendmaking. 4. Het verslag van het provinciecollege over de uitvoering van de begroting (o.a. over het uitvoeringspercentage van de investeringen en over de evolutie van de werkingskosten). 5. De lijst per artikel van de overgedragen vastleggingen (document T). 6. De lijst per artikel van de vastgestelde rechten die nog aangezuiverd moeten worden. 7. De balansen van de algemene rekeningen en de bijzondere rekeningen (in overeenstemming gebracht : een algemene rekening met zijn bijzondere rekeningen). 8. De totalisatie van het journaal van de algemene boekhouding en de totalisatie van de balans van de algemene rekeningen met, in voorkomend geval, de rechtvaardiging van de verschillen. 9. De uiteenzetting van de diverse verichtingen (DV). 10. Het document opgemaakt door de ontvanger waaruit de overeenstemming van de boekingen met de kasmiddelen blijkt. 11. De lijst van de aannemers van de overheidsopdrachten (artikelen L1312-1, tweede lid en L2231-8 van het Wetboek). 12. De uittreksels op 31 december van de bankrekeningen met de lijst van de reconstituties van de thesaurie. 13. Het document 173X verstrekt door de Federale Overheidsdienst Financiën. 14. De elektronische informatiedrager van de controle van de bijlage (en/of op papier) desgevallend te vervangen door de analytische synthese. 15. Voor de buitengewone dienst, de opdeling per artikel van de middelen bestemd voor de financiering van de vastleggingen en de thesaurie gebruikt voor de uitgevoerde betalingen. 16. De gedetailleerde lijst per begrotingsartikel van de in rekening gebrachte gewone en buitengewone onverhaalbare posten met de omschrijvingen en de rechtvaardiging ervan. 17. De bewijsstukken van de dividenden ontvangen van de intercommunales. 18. De slotpagina van de balans van de begrotingsartikelen. 19. De slotpagina van het journaal van de begrotingsartikelen. 20. De lijst van de rechtspersonen en feitelijke verenigingen die subsidies krijgen, volgens het model in bijlage |

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------------------|---|---|
| | | <p>21. De rekening van het/de bedrij(f)- (ven) of attest(en) van de boekhouder(s) van het/de bedrij(f)(ven) die het bedrag van het verlies of van de winst die aan de gemeenschappelijke kas moet worden teruggestort.</p> <p>22. De beraadslagingen van de provin- cieraad waarin zijn bevoegdheid voor de opdrachten betreffende het dagelijks beheer (en/of kleine investeringen) aan het college worden overgedragen.</p> |
| Artikel L3131-1, § 4, 1 ^o | Oprichting van en participatie in een intercommunale, een autonome provin- ciebedrijf of een projectvereniging. | <p>a. Oprichting. Het ontwerp van statuten van de inter- communale, van het autonoom bedrijf of van de vereniging.</p> <p>b. Participatie. De statuten (bijgehouden) van de inter- communale, van het autonoom bedrijf of van de vereniging.</p> |
| Artikel L3131. § 4, 2 ^o | Het toevertrouwen van taken aan provinciebedrijven (gewoon bedrijf). | <p>De algemene inventaris van het patri- monium en van de inbrengen die naar het bedrijf worden overgeheveld. De beginbalans. De eerste begroting van het bedrijf.</p> |
| | De overdracht van het beheer aan een intercommunale, een projectvereniging, een autonoom provinciebedrijf, een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennootschap of een natuurlijke persoon. | Motivering van de overdracht door de provincieraad. |
| Artikel L3131-1, § 4, 3 ^o | Beslissing met als doel de oprichting van en de participatie in een publiek- of privaatrechtelijke vereniging of vennoot- schap ander dan intercommunale of projectvereniging, die de provinciale financiën kan verbinden. | <p>a. Deelname aan de oprichting of eerste participatie : De statuten van de betrokken veren- iging of vennootschap.</p> <p>b. Latere deelname : De statutaire wijzigingen.</p> |
| Artikel L3131-1, § 4, 4 ^o | Besluit houdende goedkeuring van de statuten (en de statutaire wijzigingen) van een autonoom provinciebedrijf of een projectvereniging. | De oorspronkelijke statuten of de oude statuten als deze gewijzigd zijn. |

Autonoom gemeentebedrijf
Algemeen vernietigingstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|---------------------|---|---|
| Artikel L3122-4, 1° | Beraadslaging van de provincieraad waarbij de leden van de rRaad van bestuur worden aangewezen (met inbegrip van de individuele vervangingen). | De berekening van de d'Hondt-sleutel. |
| | Beraadslaging van de raad van bestuur waarbij de leden van het directiecomité worden aangewezen (met inbegrip van de individuele vervangingen). | |
| Artikel L3122-4, 2° | Beraadslaging van de provincieraad waarbij de leden van het college der commissarissen en de revisor lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren worden aangewezen. | Aanwijzing van de revisor : <ul style="list-style-type: none"> • De brieven van de offerteaanvraag. • De ontvangen offertes. • Het bijzondere bestek. • De analyse van de offertes. • De motivering van de beslissing. |
| Artikel L3122-4, 3° | Toekenning van een vergoeding, aanwezigheidsgeld of een voordeel van allerlei aard aan de leden van de beheersorganen. | |

Projectvereniging
Algemeen vernietigingstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|---------------------|---|--|
| Artikel L3122-4, 1° | Fysieke samenstelling van de beheersorganen | Voor het bestuurscomité of de individuele vervanging : <ul style="list-style-type: none"> • beraadslagingen van de raden (gemeenten, provincie, O.C.M.W.) die de verklaringen van apparentering of hergroepering bevestigen • De berekening van de d'Hondt sleutel • Het aantal aan te wijzen leden van het bestuurscomité • de verklaringen op eer betreffende het naleven van artikel L1531-2, § 3 van het Wetboek • de vastleggingsverklaringen (artikel L-1532-1, § 1, van het Wetboek) Voor de Voorzitter, <ul style="list-style-type: none"> • de aanwijzing door het bestuurscomité |
| Artikel L3122-4, 2° | Beslissing van het bestuurscomité houdende aanwijzing van de revisor lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. | Aanwijzing van de revisor : <ul style="list-style-type: none"> • De brieven van de offerteaanvraag. • De ontvangen offertes. • Het bijzondere bestek. • De analyse van de offertes. • De motivering van de beslissing. |
| Artikel L3122-4, 3° | De beraadslagingen van de aangesloten gemeenteraden waarbij aanwezigheidsgeld aan de leden van de beheersorganen wordt toegekend binnen de perken van het BWR tot uitvoering van artikel L1532-3 van het Wetboek. | |

Intercommunale
Algemeen vernietigingstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|---------------------------------|--|---|
| Artikel L3122-3, 1 ^o | Aanneming van het strategisch plan. | De stukken bedoeld in artikel L1523-13, § 4, tweede lid van het Wetboek. Het afschrift van de gedateerde brief van verzending van het strategisch plan naar de vennoten en naar alle leden van de aangesloten gemeente- en provincieraden. De beraadslagingen van de aangesloten gemeente- en provincieraden met betrekking tot het strategisch plan. |
| Artikel L3122-3, 2 ^o | De participaties in elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon. | De oorspronkelijke (in geval van samenstelling) of bijgehouden statuten van de rechtspersoon. |
| Artikel L3122-3, 3 ^o | Beslissing van het bezoldigingscomité (bezoldiging en voordelen in verband met de directiefuncties). | De principiële beslissing. |
| Artikel L3122-3, 3 ^o | Beslissing van de algemene vergadering genomen op aanbeveling van het bezoldigingscomité. | De aanbeveling van het bezoldigingscomité. De cijfers die voor de drie berekeningscriteria gelden (bevolking, omzetcijfer en tewerkgesteld personeel). |
| Artikel L3122-3, 4 ^o | 1. Beslissing houdende de gunningswijze van overheidsopdrachten. | Het bijzondere bestek (uitsluitend de administratieve clausules) en de omstandige raming van het bedrag van de opdracht. In voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van de opdracht. |
| | 2. Beslissing tot gunning van de overheidsopdrachten. | In voorkomend geval, het procesverbaal van opening van de offertes. Het verslag van de analyse van de offertes. De motivering die aan de kandidaten en inschrijvers wordt meegedeeld. |
| | 3. Aanhangsels bij deze opdrachten. | Het percentage t.o.v. het oorspronkelijke bedrag van de opdracht. |
| Artikel L3122-3, 5 ^o | Beslissing tot toekenning van toelagen. | In voorkomend geval, de certificatie dat de bewijsstukken door de begunstigde werden overgemaakt bij de toelageaanvraag. In voorkomend geval, de overeenkomst gesloten met de vereniging. |
| Artikel L3122-3, 6 ^o | Aanwijzing van de leden van het college van de controleurs der rekeningen. | Aanwijzing van de revisor : <ul style="list-style-type: none"> • De brieven van de offerteaanvraag. • De ontvangen offertes. • Het bijzondere bestek. • De analyse van de offertes. • De motivering van de beslissing. |
| Article L3122-3, 7 ^o | Fysieke samenstelling van de beheersorganen. | Oorspronkelijke of wijzigingssamenstelling. Voor de raden van bestuur. <ul style="list-style-type: none"> • beraadslagingen van de raden (gemeente, provincie, O.C.M.W.) die de verklaringen van apparentering of hergroepering bevestigen; • De berekening van de d'Hondt-sleutel; • de eventuele akten van voordracht van de kandidaten bestuurders door de openbare of privé vennoten; • Het aantal te kiezen bestuurders; • de verklaringen op eer betreffende het naleven van artikel L1531-2, § 3 van het Wetboek; • de vastleggingsverklaringen (artikel L-1532-1, § 1, van het Wetboek). |

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|---------------------|--|--|
| | | <p>Voor de beperkte organen :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de berekening van de d'Hondt-sleutel; • het aantal te kiezen bestuurders; • de verklaringen op eer betreffende het naleven van artikel L1531-2, § 2 van het Wetboek; • de vastleggingsverklaringen (artikel L-1532-1, § 1, van het Wetboek). <p>In geval van individuele vervanging.</p> <p>Voor de raden van bestuur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de politieke kleur van de nieuwe bestuurder (na eventuele apparentering); • de eventuele akten van voordracht van de kandidaat bestuurder door de openbare of privévennoot; • de verklaringen op eer betreffende het naleven van artikel L1531-2, § 3, van het Wetboek; • de vastleggingsverklaring (artikel L-1532-1, § 1, van het Wetboek) <p>Voor de beperkte organen :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de verklaringen op eer betreffende het naleven van artikel L1531-2, § 2 van het Wetboek; • de politieke kleur van de nieuwe bestuurder (na eventuele apparentering). |
| Artikel L3122-3, 8° | Huishoudelijk reglement van elk beheersorgaan. | <p>De beraadslaging van de AV tot vastlegging van de minimale inhoud van het huishoudelijk reglement (artikel L1523-14, 8° tot 10° van het Wetboek).</p> <p>De tekst van het huishoudelijk reglement vóór de wijziging.</p> |
| Artikel L3122-3, 9° | Beslissing tot toekenning van een leningswaarborg. | <p>De beslissing tot lening van de begunstigde instelling (met afschrift van de leningsovereenkomst en doel van de lening).</p> <p>De toestemming van de leningsinstelling betreffende de waarborg.</p> <p>De specifieke voorwaarden betreffende de waarborg.</p> <p>De lijst van de garanties, de bedragen en de begunstigten van de garanties toegekend door de intercommunale en nog steeds actief.</p> <p>De financiële toestand van de begunstigde instelling (balans, rekening alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand).</p> <p>In voorkomend geval, de overeenkomst gesloten met de vereniging.</p> |

Intercommunale
Bijzonder goedkeuringstoezicht

| <i>Artikel</i> | <i>Betrokken akte</i> | <i>Bewijsstuk(ken)</i> |
|--------------------------|--|--|
| Artikel L3131-1, § 3, 2° | Jaarlijkse rekeningen. | <ol style="list-style-type: none"> 1. Het verslag inzake beheer opgemaakt door de raad van bestuur. 2. Het verslag van het college van de controleurs der rekeningen. 3. Het volledig verslag van de revisor. 4. Voor de CVBA's en de NV's, de balans volgens het voorbeeld van de Nationale Bank. 5. De stukken bedoeld in artikel L1523-16 van het Wetboek. 6. Het afschrift van de gedateerde brief van verzending van de rekeningen naar de vennoten en naar alle leden van de aangesloten gemeente- en provincieraden. 7. De beraadslagingen van de aangesloten gemeente- en provincieraden met betrekking tot de rekeningen |
| Artikel L3131-1, § 3, 4° | Administratief en geldelijk statuut, formatie, scheppen van contractuele betrekkingen en algemene bepalingen die van toepassing zijn op het contractueel personeel (zoals het arbeidsreglement). | De principiële beslissing. Het proces-verbaal en het protocol van syndicale onderhandeling of het proces-verbaal van syndicaal overleg. |
| Artikel L3131-1, § 4, 5° | Goedkeuring van de statuten en statutaire wijzigingen. | De authentieke akte. |

AGENDA'S — ORDRES DU JOUR

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

[S - C - 2008/20035]

Commissievergaderingen

Agenda

Woensdag 19 maart 2008, om 9 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 206)

Commissie voor de Ruimtelijke Ordening, de Stedenbouw en het Grondbeleid

— Interpellatie van Mevr. Françoise Schepmans (F) tot de heer Charles Picqué, Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking, betreffende « de stand van zaken in verband met de plannen voor een internationaal voetbalstadion in Brussel ».

— Interpellatie van de heer Frédéric Erens (N) tot de heer Charles Picqué, Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking, en Mevr. Françoise Dupuis, Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting en Stedenbouw, betreffende « de bouwvergunning voor 500 m spoor die nodig is om de luchthaven van Zaventem te ontsluiten en bereikbaar te maken per spoor ».

Toegevoegde interpellatie van Mevr. Françoise Schepmans (F) betreffende « de uitreiking van de stedenbouwkundige vergunningen in het kader van het Diabolo-project ».

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[S - C - 2008/20035]

Réunions de commission

Ordre du jour

Mercredi 19 mars 2008, à 9 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 206)

Commission de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Politique foncière

— Interpellation de Mme Françoise Schepmans (F) à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement, concernant « l'évolution du projet de stade international de football à Bruxelles ».

— Interpellation de M. Frédéric Erens (N) à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement, et Mme Françoise Dupuis, Secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement et de l'Urbanisme, concernant « le permis de bâtir pour 500 m de voies ferrées nécessaires au désenclavement de l'aéroport Bruxelles-National et l'accessibilité au train ».

Interpellation jointe de Mme Françoise Schepmans (F) concernant « l'octroi des permis d'urbanisme en faveur du projet « Diabolo » ».